

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI
25 MAI 1976

A CONTRE- PIED

En affirmant qu'il restera président jusqu'en 1981, Giscard se révèle un fin tacticien. Il prend en effet, à contre-pied les partis de l'Union de la Gauche qui n'ont eu de cesse, depuis les élections cantonales, d'affirmer qu'ils respecteraient le verdict des élections présidentielles de 1974 lorsqu'ils se retrouveraient majoritaires dans la prochaine assemblée nationale.

Dès lors, il ne reste plus à Mitterrand que de qualifier ces propos de raisonnables, si le président de la République respecte la volonté populaire. Quant à l'Humanité de lundi matin, embarrassée elle s'indigne moins des dires présidentiels que des déclarations de Lecanuet expliquant que « si, par malheur, le pays, à une courte majorité, s'abandonnait à l'aventure socialo-communiste, quoiqu'il arrive, le président de la République ferait face ».

La discordance de ton n'est pas tout à fait fortuite. Et il est intéressant de noter, à cet égard la prise de position de Ségué protestant d'une telle hypothèse qui « conduit à poursuivre une politique de droite avec un personnel de gauche ». Allusion claire aux commentaires conciliants des socialistes. Les institutions actuelles favoriseraient à l'évidence le P.S. au détriment du P.C. si devait se prolonger une période d'instabilité du fait de l'opposition entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. Nul doute que cela redonnerait matière à la polémique.

Mais la question de fond est ailleurs. A sa manière, elle est posée par Le Monde : « Le seul problème est de savoir comment peuvent cohabiter deux majorités différentes pour ne pas dire antagonistes. La constitution de 1958, revue et corrigée en 1962, est muette sur ce point capital. Il faut donc ou bien la corriger derechef ou changer de régime. »

A respecter les institutions, les partis de gauche s'engagent dans la voie d'un imbroglio juridique total dont il sera facile au pouvoir actuel de se sortir grâce à ses moyens de pressions étatiques et idéologiques. A moins qu'ils ne prennent appui sur la mobilisation des travailleurs afin de mettre à l'ordre du jour la convocation d'une Constituante. Pour se débarrasser de Giscard et contrer les manœuvres institutionnelles de la bourgeoisie.

Pierre-Julien.

Au Liban

LA GAUCHE CONTRE L'INVASION

« La révolution palestinienne et le mouvement national libanais sont prêts à faire face par les armes à toute intervention française et à la repousser » a annoncé « la voix de la Palestine » captée à Beyrouth lundi.



Les parachutistes du régiment de Pau prêts à s'embarquer pour le Liban. Ce sont eux qui, les premiers, partiront.

Dans son organe officiel Wafa, l'Organisation de libération de la Palestine a rendu public dimanche « son refus total de toute intervention militaire française ou autre, car une telle intervention vise la révolution palestinienne et a pour objectif de faire couvrir par des mains françaises les plans américains dans la région ». La position du Front du refus est identique et le FDLP de Nayef Hawatmeh accuse la France de « mener une politique néoimpérialiste aussi bien en Afrique que dans le monde arabe » et de « servir actuellement d'intermédiaire aux Etats-Unis, qui craignent que leur politique au Proche Orient n'essuie un cuisant échec ».

La gauche libanaise et la résistance palestinienne sont claires : toute intervention française ne sera qu'une invasion. Conscient du pas de clerc commis par Giscard, Paris tente d'atténuer la portée des déclarations faites par le Président de la République à la Nouvelle-Orléans. On insiste désormais sur les petites phrases du discours de Louisiane, qui faisaient un préalable à tout débarquement, de la nécessité d'un accord de cessez-le-feu entre toutes les parties en présence et donc d'un certain consensus.

On insiste pour expliquer que dans un tel cadre, la mission des troupes françaises ne pourrait porter que sur « une durée limitée ». Et que la France se chargerait alors de fournir au Liban, privé désormais d'armée et de police, une force chargée de maintenir l'ordre en attendant que le gouvernement libanais, élu du bout des votes de la seule droite, puisse reconstruire un appareil d'Etat. C'est une première reculade.

En somme l'invasion limitée à des « opérations de police » et des tâches de maintien de l'ordre.

Il est vraisemblable que le refus de la gauche libanaise et de la résistance palestinienne et plus encore le désaveu des capitales arabes vont déterminer Giscard à ranger ses plans de guerre dans les cartons.

Mais si tel n'était pas le cas, qu'il prenne garde alors. « Tâches de maintien de l'ordre, opérations de police » ont à nos oreilles, comme aux siennes sans doute, certaines résonances. Ils rappellent d'autres temps, où sur les rivages de la même mer, dans Alger la blanche, d'autres parachutistes remplaçaient la police pour maintenir l'ordre.

Le rapprochement n'est pas forcé. Quoi d'étonnant à ce que d'anciens partisans affichés de l'Algérie française, comme un Giscard et son compère Ponia, ne puissent faire preuve d'imagination diplomatique qu'en recourant aux vieilles politiques de la canonniers. Mais nous aussi n'avons pas la mémoire courte. A persévérer dans son aventure, Giscard se rendrait vite compte que les nouvelles générations sauraient immédiatement, dans les tâches du défaitisme révolutionnaire ou du soutien à la révolution arabe, reprendre l'exemple des « bloqueurs de trains » ou des « porteurs de valise », l'exemple des anticolonialistes français.

Et les vents nouveaux qui agitent la société civile et la société militaire française permettraient, face à un régime minoritaire et illégitime dans ses aventures, de le faire à une toute autre échelle.

Michel Rovère.

Ponia :

« LES PIQUETS DE GREVE SONT UNE NOUVELLE CAUSE D'INSECURITE... »

Les grévistes de CIT-Alcatel chargés par les CRS à La Rochelle

Les travailleurs de la BNP-Gambetta expulsés ainsi que les élèves-infirmières de Garches

LIRE PAGE 6

OUVERTURE
AUJOURD'
HUI
DU 37°
CONGRES
DE LA
CFDT

LIRE PAGE 5

Les droits d'asile du gouvernement français

LES BRAS OUVERTS POUR LES AMIS DE THIEU

LA MISERE POUR LES RESISTANTS A PINOCHET

D'abord, il y eut les armes et les tanks destinés à renforcer l'appareil répressif de la dictature de Pinochet.

Aujourd'hui, le gouvernement de Giscard a franchi un nouveau pas dans sa politique de soutien à peine voilé à la junte militaire. A travers l'importation massive de produits chiliens et la persécution systématique des réfugiés politiques, Giscard espère approfondir les liens d'amitié qui, d'après l'ambassadeur français au Chili, « unissent les deux pays ».

C'est avec ça que le gouvernement giscardien et les organisations patronales françaises escamotent aider le régime de Pinochet à sortir de la situation économique catastrophique.

Plus scandaleuse encore est la politique de tracasseries systématiques que le gouvernement et la police de Ponia appliquent aux réfugiés chiliens et latino-américains, politique qui contraste avec le traitement réservé aux « bons » réfugiés (contre-révo-

lutionnaires vietnamiens et cambodgiens).

Le harcèlement contre les militants chiliens et latino-américains qui, échappant à la répression de la dictature, demandent l'asile politique en France, commence au moment même où ils se présentent aux bureaux de l'OFRA (Office français des réfugiés et apatrides). Quelle que soit la bonne volonté des employés de l'OFRA, les Chiliens qui demandent asile se voient obligés d'attendre des mois et plus d'un an parfois, avant que le gouvernement

leur reconnaisse la qualité de réfugiés politiques. Le ministère de l'Intérieur chargé de l'enquête sur eux, tarde systématiquement au-delà des trois mois dont il dispose légalement pour donner ses résultats. Théoriquement, une fois les trois mois révolus, l'OFRA peut accorder l'asile, mais, influencée par le gouvernement qui veut réduire au minimum le nombre de réfugiés chiliens, elle le fait rarement.

LIRE LA SUITE PAGE 3

ITALIE

NAPLES, CAPITALE DU CHOMAGE

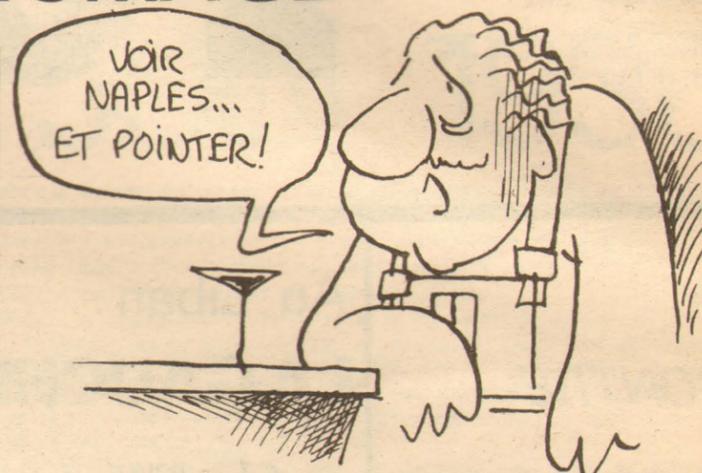
Naples, capitale du chômage : près de 200 000 chômeurs inscrits sur les listes officielles, auxquels il faut ajouter 250 000 travailleurs touchés par le sous emploi et les jeunes qui ne trouvent pas de travail. Au total plus de 10% de la population de la ville est au chômage. En 72/73 on a fait beaucoup de publicité

sur les « investissements au Sud » qui devaient pallier à cette situation. Mais les usines qui se sont construites à Naples et dans la région (Alfa-Sud par exemple) ont un très fort investissement en machines au détriment des postes de travail.

De plus les bureaux de placement (« Collocamento »)

sont contrôlés par la mafia démocrate-chrétienne qui les utilise pour faire du chantage électoral : on te trouve un boulot si tu votes et fais voter pour nous.

Une situation explosive donc, qui a donné naissance à un mouvement unique en Europe : celui des chômeurs organisés.



de notre envoyée spéciale

Les chômeurs organisés CGIL-CISL-UIL

Tout a commencé rue Vico, fin 1972, dans un local où se réunissaient quelques dizaines de chômeurs : le comité « Vico 500 ». Leur seul objectif : nous voulons du travail ; et ils organisèrent de nombreuses manifestations sur ce thème dans la ville.

1973 : pour répondre à la situation du chômage des « chantiers de travail » sont ouverts à Naples. Le comité « Vico 500 » y entre et commence un travail d'organisation. Celui-ci se développe quand les autorités menacèrent de fermer les chantiers. Une forte mobilisation s'opéra et la première structuration du mouvement apparut : chaque baraque du chantier (environ 250 ouvriers) élit cinq délégués qui élient à leur tour un secrétariat de sept membres. Mais le mouvement restait assez corporatif et confus.

Le premier débat eut lieu sur la question des formes de lutte et de leur contenu. Les fascistes, présents dans les comités, proposaient des formes « radicales » : brûler la mairie ou le bureau de placement, mais ils se

taisaient sur les objectifs. Une première clarification s'opéra sur le mouvement qui rejeta les fascistes et commença à choisir clairement son camp : celui de la classe ouvrière.

1974 : Cette année marque un saut qualitatif du mouvement, aussi bien de son implantation que dans ses objectifs et ses liens avec la classe ouvrière organisée. Les comités de chômeurs organisent des manifestations pour exiger un contrôle sur le bureau de placement (aux mains de la DC) ; ils exigent que leurs critères soient adoptés pour accorder des emplois : l'ancienneté sur les listes de chômage et les charges familiales. Ils obtiennent une première victoire, limitée : les trois syndicats entrent, en minorité, au bureau de placement.

Mais c'est la lutte pour l'auto-réduction qui eut le plus d'ampleur : pour protester contre les hausses des transports publics, le syndicat CGIL de Turin lance un mouvement : on continue à payer les anciens prix. Très vite, l'idée fut reprise par les chômeurs

de Naples qui allèrent plus loin : très souvent, on ne payait plus du tout les transports ainsi que, par la suite, les notes de gaz et d'électricité. Le mouvement a connu une extension de masse. Deux problèmes sont apparus au cours de cette lutte : la nécessité de l'auto-organisation dans les quartiers (contre les saisies, etc.) et le lien avec les travailleurs dans les usines, qui menaient la même lutte. De plus, des contacts étroits s'établirent entre les chômeurs et les militants révolutionnaires (principalement Lotta Continua).

Les listes de lutte : c'est la forme d'organisation des chômeurs. Chaque

comité établit une liste qui recense les chômeurs organisés. On dresse une nouvelle liste par mois et on les donne au bureau de placement. Chaque liste élit son délégué et ceux-ci se réunissent en un « Comité central des chômeurs ». Ainsi, la structure est très démocratique. Elle regroupe plus de 10 000 inscrits.

Le problème de l'unité avec la classe ouvrière ayant du travail s'est posé sous la forme des liens avec les organisations syndicales. Les comités demandèrent à être reconnus comme « Comités de chômeurs CGIL-CISL-UIL ». Les directions syndicales ont

dit : d'accord mais rentrez dans les structures syndicales. Mais les chômeurs ont refusé et réussi à imposer leur structure et leur direction élue démocratiquement.

Les chômeurs organisés luttent pour un contrôle total sur les bureaux de placement, pour la création d'emplois, contre les heures supplémentaires. Les revendications de réduction du temps de travail et de nationalisation des usines en crise, si elles sont avancées par quelques secteurs du mouvement, ne sont pas encore un objectif repris par l'ensemble.

Anna Libera

ISRAËL : L'ARRIERE PLAN DE LA REVOLTE ARABE

par Jon Rothschild

4) LES « ABSENTS »

Le droit d'agir

Dans certains cas, des Arabes en appelaient à la législation israélienne pour obtenir réparation. Dans certains cas, ils obtinrent gain de cause, mais inutilement, parce que les décisions de la Cour suprême étaient simplement outrepassées par les militaires qui disposaient du « droit » d'agir à l'encontre des décisions de la Cour, à titre de « sécurité ». Deux des plus connus de ces cas concernent les villages de Bir'am et Aqrat. Bir'am fut déclaré région « fermée » d'après les Lois d'exception. En conséquence, les habitants furent expulsés. Ils firent appel à la Cour suprême qui publia un jugement en septembre 1953, établissant leur droit à revenir au village. Le 16 septembre 1953, les forces aériennes israéliennes réduisirent à néant le village en le bombardant. Les terres du village furent allouées, pour être cultivées, à des colonies juives voisines. Le village d'Aqrat fut occupé par les forces sionistes en octobre 1948 (il n'y eut aucune résistance de la population). Le 5 novembre 1948, il fut intimé aux villageois l'ordre de quitter la région pour une période de deux semaines jusqu'à ce que soient terminées les opérations militaires dans la région. Durant les dix-huit mois suivants, les villageois négocièrent avec les autorités qui leur refusèrent le droit de revenir au village. Les Arabes en appelèrent à la Cour suprême qui, vers la fin de juillet 1951, décida qu'aucune raison légale n'empêchait le retour des villageois. Alors les villageois demandèrent aux militaires la permission de revenir. Mais, le jour de Noël 1951, l'armée israélienne dynamita systématiquement chaque maison du village.

Le tort d'être absent

La saisie des terres arabes - pilier le plus fondamental de la tentative sioniste - était trop importante pour n'être entreprise que sous les Lois d'exception. Ainsi ces lois furent complètement par plus d'une douzaine de décrets sur l'expropriation des terres. Aucune de ces lois ne se réfère explicitement à la saisie des terres arabes : ce serait anti-démocratique. Il y a néanmoins des moyens de désigner arabe sans mentionner arabe, de la même manière qu'on peut persécuter les Juifs en développant une lutte contre les « cosmopolites déracinés ». Donnons un exemple : la Loi sur l'acquisition des propriétés de personnes absentes, adoptée en 1950.

Le but déclaré de cette loi était de remettre la propriété d'absents à un « gardien des propriétés d'absents », appointé selon la loi. L'astuce résidait dans la définition d'un « absent ». La loi stipulait que « toute personne citoyenne de la Terre d'Israël qui avait quitté sa résidence sur la Terre d'Israël » pendant et immédiatement après

1948 était un « absent ».

En grand nombre, les paysans arabes de Palestine ne furent pas directement impliqués dans la guerre de 1948. Ainsi, quand la guerre atteignit les villages, de nombreux paysans firent ce que tout paysan non politisé et non armé fit toujours lorsque les envahisseurs pénétraient sur leurs terres : ils les quittèrent, espérant revenir à la fin des combats. Mais ces paysans découvrirent, lorsqu'ils tentèrent de revenir chez eux, qu'ils avaient été déclarés « absents » et leurs propriétés confisquées.

Il faut savoir que l'absentéisme est déterminé par un décret du gardien de la propriété des absents et que le gardien n'a pas à rendre de comptes sur les sources d'information qui l'ont conduit à prendre une décision en vertu de cette loi. En d'autres termes, le « gardien » qui est l'Etat d'Israël, a le droit de déclarer quiconque absent et les raisons de cette décision ne peuvent être mises en question.

Si par une étrange coïncidence, il apparaissait qu'une erreur avait été commise, que quelqu'un avait été déclaré incorrectement absent, que se passait-il ? La loi stipule : « Aucun accord conclu entre le gardien et une autre personne en connection avec la propriété que le gardien croit être une propriété d'absent au moment où l'accord est conclu, ne peut être invalidé, mais doit être maintenu de force, même s'il est prouvé ultérieurement qu'une telle propriété n'était pas propriété d'absent en ce temps. »

« La « propriété villageoise » appartenant à tous les Arabes absents, qu'ils soient absents du pays ou vivants en Israël, « acquise » par le gardien de propriétés d'absents, comprend quelques trois cents villages abandonnés ou semi-abandonnés d'une superficie totale de trois millions et demi de dunams. La propriété agricole comprend 80 000 dunams de plantations d'orangers et plus de 200 000 dunams de vergers... La propriété urbaine comprend 25 416 bâtiments consistant en 57 487 appartements résidentiels, de 10 729 magasins et ateliers d'industrie légère. » Annuaire du Gouvernement israélien - 1959.

La dernière grande vague de confiscation de terres arabes en Israël s'est produite durant les années soixante. Alors, le gouvernement avait garanti que ce serait la dernière vague. Il n'est pas surprenant que les Arabes de Galilée aient réagi avec cette rage-là, quand le pouvoir fit connaître les plans de saisie de 1575 acres de terre possédés par les Arabes en Galilée pour la construction d'écoles, d'appartements et d'usines réservées aux Juifs. Les saisies de terres prévues font partie d'un plan du gouvernement pour « judaïser la Galilée » (C'est le terme officiel). C'est-à-dire pour accroître la population juive de Galilée de 60 000 à 300 000 habitants dans les dix années à venir. C'est là tout le sionisme : s'assurer que « pas un village, pas une tribu » arabe ne reste sur la Terre d'Israël.

Un beau matin les chômeurs se rendirent au travail

Divisés en huit groupes de quinze, tôt le matin, une centaine de chômeurs se rendirent à la luxueuse polyclinique de la colline Camaldoli au-dessus de Naples. Profitant de l'heure des visites, ils entrèrent dans les différentes cliniques où ils se mirent immédiatement en contact avec le comité et les délégués syndicaux.

En l'espace de quelques minutes, tous les chômeurs avaient endossé des blouses blanches et y avaient accroché, bien en vue, la carte rose d'inscrit sur les listes de lutte. Puis ils se mirent « au travail » : distribution de la nourriture aux malades, ménage, ouverture des portes. Tout en accomplissant ces tâches, et avec l'aide concrète des travailleurs de la polyclinique, ils expliquèrent aux patients le pourquoi de leur action et le but de leur lutte.

Ce n'est ni par fantaisie, ni par hasard, que les chômeurs organisés ont choisi la nouvelle polyclinique : le besoin de main-d'œuvre y est en effet flagrant et les travailleurs de cet hôpital se battent depuis de nombreux mois pour la création d'emplois. Ainsi ils pouvaient, à la

fois montrer concrètement que les postes de travail existent et établir une unité étroite entre les travailleurs sans emploi et avec emploi, sur un objectif commun.

Cet hôpital ultra-moderne avec une tour de vingt étages domine la ville, est un véritable temple de la médecine de classe. Fruit de la spéculation immobilière (dans laquelle trempe une fois de plus le clan démocrate-chrétien de Gava, tête de liste DC à Naples), il est doté de l'appareillage le plus moderne et les barons veulent y appliquer une médecine hyper-spécialisée qui leur permet certes de préserver leurs privilèges mais ne correspond en rien aux besoins sanitaires de la population napolitaine : Naples, capitale du choléra et de la mortalité infantile. Dans leurs nombreuses luttes, les travailleurs de l'hôpital ont posé la question de la décentralisation des structures sanitaires, de leur lien avec les quartiers populaires, avec les usines. Et aussi la question de l'emploi : le règne des heures supplémentaires y est de rigueur ; au cours de discussions avec le gouvernement, il a été reconnu que 1 000 postes de travail devaient être créés à la polyclinique.

Et c'est ainsi que les chômeurs organisés sont passés à l'action. Après les manifestations massives à Naples et à Rome, après les occupations des bureaux de chômage, ils montrent ainsi leur capacité à trouver des formes de lutte qui valent mieux que cent discours pour dénoncer les responsables de leur situation et montrer concrètement les solutions.

Le comité de soutien aux listes unitaires de Democrazia proletaria à Paris, formé la semaine dernière, organise une réunion mardi 25 mai à 20 h 30 à la Maison d'Italie, Cité universitaire, boulevard Jourdan, afin de préparer des initiatives politiques à Paris

FRANCE - CHILI

LE CRABE AUX PINCES SANGLANTES

Ils sont apparus depuis quelques semaines dans certains supermarchés parisiens, concurrençant le *Chatka* russe...

C'est le crabe chilien, qui est vendu à moitié prix... Et pour cause, il n'est pas difficile de casser les prix de vente, étant donné les salaires « octroyés » aux ouvriers chiliens.

Le crabe n'est qu'une petite partie des produits chiliens aujourd'hui distribués dans tout l'hexagone : légumes, conserves, fruits de primeurs, etc.

Mais revenons au crabe. L'usine de conserverie *Camelio* appartient au dénommé Walter Rauff.

Walter Rauff est un criminel de guerre nazi, condamné par le

tribunal de Nuremberg pour l'assassinat de milliers d'antifascistes allemands, réfugiés en Amérique Latine au crépuscule du Grand Reich millénaire.

Avec les réseaux nazis implantés, au Chili, Rauff participa aux complots factieux qui devaient précéder le coup d'Etat du 11 septembre. Et c'est sans doute pour le remerciement de ses loyaux services, et mettre à profit son « expérience » que Walter Rauff sera nommé responsable adjoint de la DINA, la gestapo de Pinochet responsable de la torture et de l'assassinat de milliers de militants ouvriers et révolutionnaires.

Le crabe chilien, un crabe aux pinces sanglantes...



aux quatre coins du monde

L'APARTHEID EN ACCUSATION

La commission d'enquête sur l'Apartheid, soutenue par diverses organisations et personnalités (cf Rouge N°57) a siégé dimanche à Paris. Une journée entière de travaux consacrée à l'audition de témoins, l'examen de documents, la projection de film qui a connu un succès certain. L'on doit regretter cependant que les organisateurs de cette initiative aient omis d'inviter le « Collectif de la Campagne anti-oustan », lequel avait réalisé les 24 et 25 avril un Congrès extrêmement important quant à sa participation militante nationale et internationale, ses travaux de recherches et ses propositions d'action. Deux initiatives qui témoignent chacune avec leurs spécificités des possibilités et de l'écho croissant d'actions de dénonciation de l'apartheid.

La commission a souligné l'attitude permanente de la France qui refuse de ratifier la convention internationale sur l'élimination du crime d'apartheid (ONU 30/11/73) et qui en outre dans ses conclusions fait mention des violations des décrets de l'ONU sur la Namibie par le régime de Prétoria et demandé la désignation d'une commission parlementaire d'enquête.

URSS POUR VALENTIN MOROZ

Raissa Moroz a fait parvenir à propos de son ami Valentin Moroz, les informations suivantes :

Elle l'a vu le 18 mai dans un état physique lamentable. Il se trouve depuis le 10 mai à l'Institut Serbsky de psychiatrie judiciaire.

Les autorités ont justifié ce transfert en lui expliquant que son mari était fou et ce pour quatre raisons :

- 1) Il avait tenté de se blesser lui-même,
- 2) Il regardait le personnel pénitentiaire de façon hostile,
- 3) Il avait fait une grève de la faim de cinq mois,
- 4) Il croit fortement en Dieu.

Raissa Moroz est désespérée et lance un appel à l'aide et au soutien sous toutes les formes possibles et s'adresse pour cela à l'opinion publique occidentale.

Paris le 20 mai 1976

Pour toute correspondance : Responsable du comité international contre la répression : Jean-Jacques Marie, Ap. 2A2, 111, rue de Reuilly 750012 Paris. CCP : 364563 Paris.

Les droits d'asile du gouvernement français

LES BRAS OUVERTS POUR LES AMIS DE THIEU,

LA MISERE POUR LES RESISTANTS A PINOCHET

Suite de la page 1

Entre-temps, celui qui demande l'asile reçoit, de la Préfecture de police un « récépissé provisoire de séjour » valable trois mois. Les trois mois écoulés, n'ayant généralement pas reçu confirmation de sa qualité de réfugié, il se voit obliger de solliciter le renouvellement de son récépissé. Il obtient en général une prolongation pour une durée de quinze jours ou un mois.

Contrairement de se représenter régulièrement à la préfecture, les Chiliens qui ont demandé asile se voient ainsi obligés de perdre des journées interminables à faire la queue au premier étage de la préfecture centrale.

Durant les premiers mois, il sera logé dans un Centre provisoire d'hébergement, et recevra la somme de dix francs par jour, et deux francs

seulement pour les mineurs de moins de 16 ans.

La situation des contre-révolutionnaires Vietnamiens et Cambodgiens est très différente. Dès le moment où ils arrivent, et sans avoir besoin de demander le statut de réfugié, ils obtiennent une carte de résidence valide un an, ainsi qu'une autorisation provisoire de travail qui leur permet de travailler dès qu'ils trouvent un emploi.

A part ça, ces « bons » réfugiés sont attendus avec prévenance par la Préfecture qui a ouvert des sections spécialement consacrées à la réception des Vietnamiens et Cambodgiens. En plus, on leur paiera 240 heures de cours de français à l'Alliance française (alors que les Chiliens n'ont droit qu'à 180 heures), on leur offre des stages rémunérés d'adaptation à la vie française (stage auquel 1% seulement des réfugiés chiliens ont eu accès). En outre, le gouvernement a créé pour eux 4 000 bourses d'étude et donné des instructions spéciales pour que les inscriptions leur soient facilitées dans les universités, même si leurs dossiers sont incomplets.

Lorsque l'exilé chilien a obtenu le droit d'asile, sa situation n'est pas améliorée pour autant. Le statut de réfugié lui est accordé pour trois ans. Cependant la police ne va pas pour autant lui accorder une « carte de séjour » définitive. Tant qu'il n'a pas trouvé de travail, ou qu'il ne s'est pas inscrit à l'Université (et pour cela il faut qu'il ait obtenu une bourse), le réfugié chilien doit continuer à aller renouveler le « récépissé provisoire » tous les mois à la Préfecture de Police.

Il est très difficile aux réfugiés chiliens de trouver du travail. En premier lieu, ils n'ont pas la possibilité de s'inscrire à l'Agence Nationale pour l'Emploi, puisque pour cela il faut, soit l'autorisation provisoire de travail (qui est accordée automatiquement aux « bons réfugiés »), soit la carte de travail (que personne n'a sans avoir travaillé en France auparavant). Donc, tandis que les contre-révolutionnaires vietnamiens et cambodgiens ont le droit de s'inscrire à l'ANPE (qui a créé une section spéciale pour s'en occuper et leur trouver du travail en priorité), les réfugiés chiliens sont obligés de chercher du travail par leurs propres moyens. Quand ils en trouvent, ce qui est très difficile (le patronat refuse en général d'employer les Chiliens considérés comme « extrémistes »), ils doivent attendre, avant de commencer à travailler, un mois et demi ou deux

URUGUAY

Communiqué

LA REPRESSION FRAPPE L'OPPOSITION BOURGEOISE

La dictature uruguayenne a franchi une nouvelle étape dans sa politique répressive.

Le 22 mai, près de Buenos Aires, on a retrouvé les cadavres de Zelmar Michelini, sénateur du Frente Amplio ; Hector Gutierrez Ruiz, député du Parti Nacional et Président de la Chambre (séquestrés le 18 mai) ; ainsi que ceux de William Whitelaw et de sa femme Rosario Barredo, militants appartenant à un groupe politique de gauche. Leurs trois enfants de 4 ans, 18 et 2 mois ont été enlevés en même temps (le 13 mai) que leur parents.

En ce qui concerne H. Gutierrez Ruiz, les hommes armés qui l'ont séquestré ont déclaré être uruguayens.

On a appris plus tard, qu'une tentative semblable dirigée contre Wilson Ferreira Aldunate avait échoué. W. Ferreira Aldunate était le leader de l'opposition et le candidat ayant reçu le plus de voix lors des élections de 1971. Il appartenait au même parti politique que H. Gutierrez Ruiz. Actuellement, il se trouve placé sous la protection des Nations Unies à Buenos Aires.

Depuis 1974, 14 uruguayens résidents en Argentine ont été séquestrés et assassinés, mais c'est en Uruguay que cinq d'entre eux ont été retrouvés morts. Récemment onze cadavres ont été retrouvés sur les côtes uruguayennes. Parmi ceux-ci, 5 ont été identifiés. Il s'agissait de militants révolutionnaires, dont

deux avaient été séquestrés en Argentine. Quatre autres personnes enlevées n'ont jamais pu être retrouvées. Il en a été de même pour un enfant de quatre ans, séquestré en novembre 1974, en même temps que ses parents (retrouvés, par la suite, assassinés, en Uruguay). Cet antécédent justifie toute inquiétude sur le sort réservé aux trois enfants de Whitelaw-Barredo.

Les témoignages apportés au Tribunal Russell de Janvier 1976, les déclarations de W. Ferreira Aldunate à Buenos Aires prouvent que ces crimes ont été commis par les forces répressives uruguayennes avec la complicité de celles de l'Argentine.

L'assassinat des deux principaux leaders politiques, commis par la dictature, prend un sens particulier au moment, où au sein d'un régime sans appuis populaires, se présentent des discussions internes au sujet de sa soi-disant « légalisation ».

L'offensive désespérée du régime civico-militaire uruguayen ne connaît ni frontière, ni normes juridiques ni droit d'aucune sorte.

Les réfugiés et asilés en Argentine comme dans d'autres pays sont ainsi menacés par un régime qui montre sa faiblesse en commettant les crimes politiques les plus atroces.

Paris,

le 23 mai 1976

Comité de défense des Prisonniers Politiques en Uruguay 67, rue du Théâtre 75015 Paris

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

Cristobal Fernandez.

« LES NOUVEAUX FLAGS »

« Cette classe que vous subissez, vous aussi quotidiennement dans ces déclarations futiles, cette classe qui assimile les révoltés à des délinquants afin de pouvoir mieux les écraser sans risque de réaction de la part de la masse silencieuse. Cette classe est à détruire et à ne jamais remplacer. » écrit Michel Roux après sa condamnation à 2 ans de prison fermes par la 23ème correctionnelle, vendredi dernier, victime des nouveaux « flags »

(flagrant délit) justice expéditive mise en scène par le pouvoir et son exécutant docile, le parquet.

A l'origine les « flags » ont été institués pour permettre de juger de façon rapide des délits non-contestés et dont la punition risquait d'être moins longue que la détention préventive, vagabondage, petit vol, mendicité, en somme l'expression du vivotage d'une « marginalité » ordinaire. Depuis la campagne Giscard, Poniatovski,

Lecanuet sur « la sécurité publique » qui permet de faire peur aux « braves gens », les « flags » servent de plus en plus à tout. On y juge des tentatives d'homicides, d'agressions à main armée, même des viols, et aussi des « délits » politiques. Justice carrée, sans bavure, expéditive et cachée, les « flags » évitent les débats de fond, la publicité, parfois même les avocats ; en un mot c'est une justice « Parisien libéré ». On y tire vite : efficacité garantie.

C'est le petit parquet qui décide des inculpations et des suites à donner. Il est dirigé par un procureur qui dépend directement du ministère de la justice dont il reçoit les directives. C'est donc le pouvoir qui est l'artisan du changement des « flags » : qui décide pour les délits politiques de ne pas poursuivre les nervis d'extrême-droite et de frapper lourdement les militants ouvriers révolutionnaires.

C'est ensuite le substitut du procureur délégué à la 23ème chambre, qui, au nom de la protection de la société est chargé de justifier les peines lourdes qu'il réclame pour « mettre fin à la guerre civile entretenue par l'extrême-gauche » (procès Roux et Colombis). Le substitut présente toute action politique pour un acte délictuel banal, de droit commun. Enfin, vient le juge, « indépendant » et qui pourrait passer outre aux réclamations du ministère public choisir la relaxe, le sursis, la peine de principe ou la non application de la condamnation, mais « en son âme et conscience », le juge, homme bien choisi, suivra voie de la campagne hystérique menée par le pouvoir. En toute indépendance, le juge de « flag » ira plus loin parfois que le réquisitoire avec la bonne conscience de protéger la société et la morale.

Roux, Coulombs, Lahany, Mazoué sont les victimes de ces nouveaux « flags », de cette sinistre et cynique justice expéditive, à laquelle il convient de s'attaquer afin d'imposer qu'un terme soit mis à son utilisation.

Jean-Gilbert, du « CAP »



L'AFFAIRE HAZAN (suite)

Samedi soir, Jean-Michel François était arrêté dans un bar de la place du Colonel Fabien par des inspecteurs de la Brigade criminelle. Cet individu, peu recommandable, faisait partie du commando qui participa à l'enlèvement de M. Hazan (voir Rouge n° 54). Il a été écroué au dépôt et mis à la disposition du juge d'instruction. Il est peut être possible qu'un jour, l'affaire passe devant la justice. Mais rien n'est moins sûr, en effet, Jacques Prévost un des principaux protagonistes, ancien conjuré du Petit Clamard est toujours en fuite. C'est vraiment une affaire à suivre de très près.

CE SOIR GISCARD PARLE DE LA REPRISE 1 300 000 + 3,1 %

N'en doutons pas, chiffres à l'appui, Giscard prouvera ce soir, devant les millions de téléspectateurs qui l'écouteront, la réalité de la reprise économique. Il omettra simplement de parler des 938 235 chômeurs « officiellement » recensés fin mars, et qui sont, réalité environ 1 300 000, ni des 3,1% de hausse des prix enregistrés durant les trois premiers mois de l'année, selon l'indice CGT. Si l'on en croit les prévisions du gouvernement, d'ailleurs, la hausse du salaire horaire devant être de 3,5% au premier trimestre, le pouvoir d'achat, du fait des réductions d'horaires qui touchent encore de nombreux secteurs, devrait donc continuer de stagner, voire de baisser.

Notre président fera également le silence sur ces propos rapportés par la « lettre de l'Expansion » qui résumait pourtant parfaitement le point de vue patronal sur la reprise économique :

« La remontée de la production se fait pratiquement sans embauche. En effet, les licenciements n'avaient pas été en proportion avec la chute de la production (souligné par nous !). Les experts officiels, qui sont très optimistes pour la production, ne le sont pas pour l'emploi, qu'ils ne voient pas se redresser avant la rentrée. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites dépasserait encore 900 000 fin 1976. Ce qui est mauvais pour l'emploi est bon pour la productivité (sic !), qui bondit ».

Après cela, le président peut toujours bavarder...

P.J.



Lu dans la presse ouvrière et révolutionnaire

« COMPROMIS HISTORIQUE » ET « UNITE POPULAIRE »

L'OCI dénonce aussi la stratégie du PCI :

« On comprend que, dans ces conditions, Berlinguer ait soupiré dimanche 16 mai à l'adresse de ceux qui l'accusent de vouloir « s'emparer du pouvoir » : « Croit-on qu'il soit si tentant pour nous de prendre la responsabilité directe du gouvernement en une période comme celle-ci ? Notre propre intérêt de parti nous aurait commandé de rester à l'opposition et de laisser à d'autres le soin de sortir le pays de cette crise. »

Mais, précisément, c'est désormais impossible. Les « autres » y parviennent si peu que, désormais, tout l'édifice bourgeois est au bord de l'écroulement.

Le PCI doit désormais se porter en première ligne. La défense des intérêts du capital l'exige. Le gouvernement de salut national qu'il propose n'a d'autre but que de combattre à mort l'idée même d'un gouvernement des partis ouvriers PCI et PSI.

Il faut travailler, il faut produire, il faut cesser de revendiquer...

Les travailleurs italiens, c'est une certitude, ne l'accepteront pas : ils voteront en masse PCI et PSI, précisément parce qu'ils veulent en finir avec la misère, le capitalisme et l'exploitation.

Il faut retrousser les manches, il faut restaurer l'Etat bourgeois.

Voilà le gouvernement que propose le PCI à la bourgeoisie. Voilà ce qu'est l'Union du peuple... italien. La France est-elle si loin ? »

Dans « Révolution » un mois avant son congrès, le débat s'engage sur la question de la politique vis-à-vis de l'Union de la gauche française et sur la question du mot d'ordre de gouvernement : sous la plume de Lionel, on trouve :

« En cas de victoire de la gauche aux législatives, les révolutionnaires devront s'efforcer de mener une bataille commune avec tous ceux qui exigeront la démission de Giscard. »

« Pour beaucoup de travailleurs, pour un certain nombre de courants politiques ou syndicaux, il y a collaboration de classe du PC et du PS seulement s'il y a un accord direct de l'Union de la gauche avec Giscard ou un parti représentant directement une fraction significative de la bourgeoisie. »

« Devrions-nous pour cela renoncer à dire clairement, qu'avec ou sans Giscard, avec ou sans radicaux de gauche (ce qui est particulièrement grotesque), avec ou sans gaullistes, un gouvernement de gauche (PC-PS) serait de toute façon un gouvernement de collaboration de classe ? »

Et la semaine suivante à propos du programme :

« Il faut donc se méfier des conceptions qui ne voient dans « des mots d'ordre transitoire » que des cibles en trompe l'œil d'autant plus intéressantes que les travailleurs ne risquent pas de les atteindre, et qu'ainsi, sans y rien comprendre, ils seront insensiblement amenés au seuil de la conquête du pouvoir. »

« Tout au contraire, il faut articuler les mots d'ordre, les formes d'actions, les formes d'organisation dans un ensemble cohérent, du même type que « le cahier de revendication pour le peuple » élaboré en octobre 72 par le M/R au Chili. »

« Dans ce cahier, le M/R partait des aspirations générales du peuple travailleur, mettait en avant les revendications nécessaires pour les faire aboutir, déterminait les formes d'actions et d'organisation susceptibles d'assurer la victoire. »

« Ainsi, non seulement il indiquait clairement les cibles immédiates et les objectifs plus ambitieux, mais encore il jalonnait avec le maximum de clarté le chemin qu'il restait à parcourir pour forger le pouvoir populaire et détruire l'Etat bourgeois. »

L'éditorial de « Tribune socialiste » aborde aussi la question de « L'unité populaire » que veut le PSU :

« Les élections municipales marqueront une étape dans la préparation de l'avenir politique de la France. Jean-Pierre Chevènement n'avait pas tort, à la tribune de Dijon, de penser que l'enjeu pour les socialistes était de rassembler de larges couches du peuple français. Nous disons nous-mêmes, inlassablement, que le passage au socialisme ne peut résulter que d'un large accord populaire : c'est là le sens de notre stratégie d'unité populaire, fondée sur la vocation de l'ensemble des couches populaires à rejoindre le combat de la classe ouvrière (...)

« Pour nous, cela suppose à la fois la recherche constante de l'unité d'action des organisations et l'autonomie de notre réseau militant et de notre stratégie : l'une et l'autre sont fondamentales par rapport à une expérience gouvernementale de gauche. Certains — jusque dans les rangs du PSU — craignent que notre immersion dans l'unité ne finisse par nous noyer. C'est le contraire qui est vrai : conscients d'être pleinement au service des travailleurs, nous devons être dans l'unité comme des poissons dans l'eau. Mais il ne s'agit pas de devenir les poissons pilotes de l'une ou de l'autre des grandes forces de la gauche. »

notes politiques

A RENNES DES MOTARDS FASCISTES DONT UN DENOMME JEAN FUSEAU

Nouvelle attaque fasciste à Rennes le samedi 22 mai. Après avoir diffusé à une quinzaine un tracts au lycée Joliot ils se sont regroupés casqués et armés de matraques à la fac de Droit. Deux d'entre eux ont poursuivi à moto, des camarades du cercle rouge lycée-CET qui terminaient la vente d'une brochure devant le lycée Jean Macé. Ils ont fauché une enseignante qui est grièvement blessée et ont eux-mêmes percuté une voiture. Qui étaient-ils ? Sur le porte-bagage se trouvait Jean Fuseau, permanent local du PFN, condamné pour coups et blessures volontaires en 1973, arrêté à nouveau le 18 mars dernier et en liberté provisoire depuis trois semaines. Il est membre du conseil national du PFN et Rouge a déjà parlé de lui (Rouge du 18 mai). Le conducteur était un dénommé Leroy, dont le père, grand commerçant est propriétaire du local rennais du Front de la jeunesse. Fuseau a lui-même été blessé lors de l'accident. Enfin l'après-midi du même samedi, d'autres fascistes ont attaqué deux bars où se retrouvent habituellement des lycéens.

Une affaire à suivre. Alors que l'identité des agresseurs est indiscutable, le bruit court que ce serait des militants d'extrême-gauche qui seraient victimes de la répression dans les jours qui viennent.

LIBEREZ SERGE ET JEAN-JACQUES

La campagne pour la libération des deux camarades anti-fascistes Serge Mazoué et Jean-Jacques Lahayani se développe. A l'initiative des militants révolutionnaires, des comités de défense pour la libération des deux camarades se créent dans toute la France.

A Aubenas en Ardèche, une pétition a recueilli plus de 140 signatures. Cet exemple doit être suivi massivement. Nous ne devons pas laisser croupir en prison les deux camarades. Cette condamnation scandaleuse ne doit pas passer inaperçue, d'autant plus que les juges de la 23ème chambre correctionnelle ont récidivé très lourdement la semaine dernière.

Il faut absolument continuer à soutenir moralement les camarades en leur écrivant : Jean-Jacques Layhani n° 183 887. C 310 Serge Mazoué n° 183 889. C 205 Maison d'arrêt de la Santé 42, rue de la Santé 75014 Paris.

SOUSCRIPTION

ANCIEN TOTAL	131.596,60
J.D. Rennes	200,00
LC Paris	100,00
Diffuseurs Creil	1.030,00
Micheline Nantes	100,00
Gilbert Nantes	50,00
Daniel Nantes	20,00
Diffuseurs Avignon	30,00
Enseignante Le Havre	300,00
Diffuseurs Grasse	100,00
Un travailleur Crédit Lyonnais	50,00
Militant PC 20°	20,00
Groupe taupe Chausson	100,00
MRS. Rebais	500,00
NOUVEAU TOTAL	134.196,60

CORSE EN ETAT DE REPRESSION PERMANENTE

Lorsqu'au lendemain d'Aléria, le pouvoir remplaça le préfet Gilly par le préfet Riolacci, nombreux furent les Corses qui virent dans ce geste un signe d'apaisement. Le « nouveau » patron se montrait sur les marchés, parlait même dans la langue de l'île, que fallait-il demander de mieux ? Et puis ceux-là même qui avaient applaudi à son arrivée ont été obligés de déchanter. Non seulement, le pouvoir n'accordait aucune concession notable dans le domaine économique-politique mais, de plus, la Corse connaissait une arrivée sans précédent de forces de répression, officielles

et officieuses. Désormais, Riolacci n'est plus appelé ici que le préfet-barbouze ou encore Riolharki. Sans prétendre donner une description exhaustive de l'état des forces de répression dans l'île, il est bon de donner quelques petits renseignements sur la manière dont Poniatowski agit en Corse.

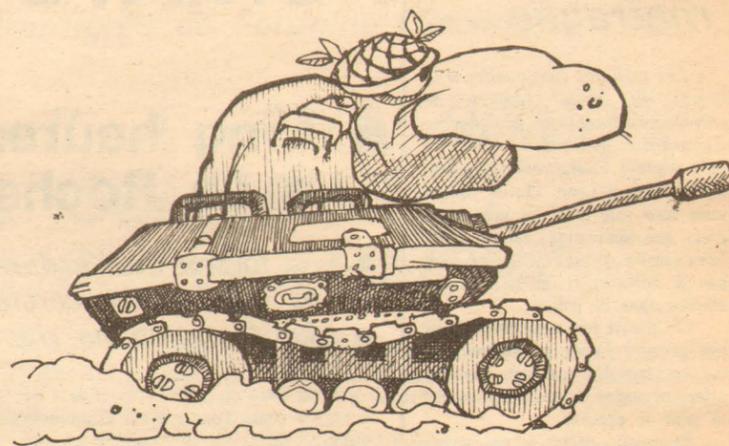
Depuis belle lurette, légionnaires et insulaires ont cessé de faire bon ménage. L'introduction de la Légion étrangère s'est concrétisée ici par l'arrivée, dans les années 60 d'un régiment d'étrangers-parachutistes. Peu à peu, la Corse s'est transformée en un vaste camp d'en-

traînement. Année après année, les « képis blancs » ont sillonné le maquis et la montagne pour ensuite regagner leurs campements de Bonifacio dans le Sud de Calvi dans le Nord-ouest et de Corti dans le Centre.

Après Aléria, ce sont les légionnaires qui ont été affectés à la garde de « possessions de l'Etat » tels que barrages, constructions de l'EDF... Le mot d'ordre « A legione fora » (la Légion dehors) ne date pas d'aujourd'hui, mais Aléria n'a fait que lui donner plus d'acuité.

Aujourd'hui, contrairement aux vœux des Corses, la légion se renforce dans l'île. A Corti, un nouveau quartier a été construit, agrandissant la caserne déjà immense. On l'appelle très pompeusement le quartier Colonel de Chabrières. De plus l'encadrement s'est vu très récemment grossi de personnages qui ont fait leurs preuves en d'autres lieux à savoir : plusieurs officiers de l'armée fantôme laotienne. Dès lors, une question vient à l'esprit : à quoi servent tous ces légionnaires ? Ne seraient-ils pas là afin de pouvoir intervenir en cas de crise grave dans l'île ? La manière dont ils furent utilisés en septembre dernier le laisse penser.

Et la police ? Dans ce domaine, on ne peut faire que des suppositions. En effet, depuis quelques mois, le préfet Riolacci joue un petit jeu qui consiste à accéder aux demandes de retrait de certaines unités. Ces messieurs prennent donc le bateau à Bastia, à grande pompe. Puis, la nuit venue, reviennent en Corse par voie aérienne et débarquent à la base militaire de Solenzera, ni vus ni connus. Une certitude pourtant : le nombre de policiers et de gendarmes présents dans l'île n'a pas bougé depuis Aléria, c'est-à-dire qu'on peut en dénombrer plusieurs milliers. A Bastia, des sept heures du soir, les cars de CRS commencent un étrange ballet qui consiste à silloner la ville sans but apparent. On ne sait plus où caser tout ce beau monde.



Et puis il y a les semi-officieux et les officieux. Les Renseignements généraux par exemple sont arrivés en masse. A Corti, de un, ils sont devenus quatre. Tous Corses par ailleurs. Quant à ceux qu'on nomme les barbouzes, hé bien avec la bénédiction des autorités, ils prospèrent. Ils se sont illustrés en automne et en hiver dernier par une série de plasticages. Plus récemment, dans la « nuit du FLN », ils « ripostaient » en faisant sauter le siège de l'APC de Corti après avoir détruit, peu de jour avant, la voiture d'un autonomiste. Qui sont-ils ? Il semblerait que ceux qui se cachent sous les noms ronflants de « Sampieru Corsu », de « Ghjustizia morandina » ou encore de « Ghjustizia e libertà » ne soient pour l'instant que des minables manipulés et payés par des personnages plus haut placés. Ainsi, les attentats de Corti seraient le fait d'un pompiste de la région et de quelques acolytes dont le salaire s'élèverait à 50 F par jour moyennant renseignements et, occasionnellement, de petits services « explosifs ».

En plaine orientale, on cite le cas de trois jeunes « minets » qui n'avaient rien trouvé de mieux pour s'enrichir que de racketter les rappa-triés. « On vous protège contre les autonomistes, si vous payez. » Ceux qui ne cédaient pas, et ils furent

nombreux, avaient la désagréable surprise de trouver leur réservoir à vin le robinet grand ouvert. Jusqu'au jour où un propriétaire les coinça. On dit depuis ce temps, pas très éloigné, ils vont parfois poser des pains de plastic « en guise de provocation ». Ceux-là ne sont dangereux qu'au second degré. Mais d'autres personnages le sont et au premier degré. Ce sont tous ces membres du SAC ou de « Justice pied noir » qui arrivent, le plus discrètement possible en Corse. Les filières de recrutement sont multiples. L'une d'elles passe par un haut fonctionnaire, en place dans l'île et corse de surcroît. C'est lui qui superviserait les actions à venir. On dit également que des personnes, appartenant à la majorité présidentielle ne sont pas étrangères à la venue de ces barbouzes. Ces derniers, les vrais sont gardés en réserve pour des opérations « plus sérieuses » que de vulgaires attentats. Et, ici encore on a l'impression que le pouvoir se prépare à une situation de tension extrême. Et, si ce jour arrive, le mot d'ordre « Toutes les forces de répression dehors » ne sera plus suffisant : c'est d'autodéfense qu'il faudra impulser contre les menées de ces supplétifs du pouvoir.

François Gaillard
Gabriel Pietri

UNE SEMAINE DE PROCES

Le procès d'Edmond Siméoni et de ses camarades s'est ouvert, devant la Cour de Sécurité de l'Etat, depuis plus d'une semaine. Mais l'on reste stupéfait devant le peu de consistance de l'accusation. Des tireurs dans les vignes, au moment de l'assaut policier à Aléria ? Surprise, la Cour de Sécurité de l'Etat le reconnaît, alors que jusque là, le Ministère de l'Intérieur s'était obstiné à infirmer cette thèse. Edmond Siméoni avait-il préparé de longue date « l'opération séparatiste d'Aléria » ? L'accusation prétendait en posséder les preuves manuscrites. En définitive, il apparaît, que ces « preuves » n'en sont pas, puisqu'elles ne sont pas écrites de la main d'Edmond Siméoni.

Pourquoi, dans ces conditions la Cour de Sécurité de l'Etat a-t-elle été saisie et de surcroît, de manière illégale ? en fait, il apparaît très clairement que le pouvoir était tellement sûr de son affaire qu'il n'a même pas pris le soin de figurer ses assertions. Des hommes en armes investissent une propriété privée, deux gendarmes sont tués lors de l'assaut, il n'en fallait pas plus. Pour Poniatowski, Aléria « c'est dans la poche, les autonomistes on les brisera ». Quelle erreur ! Voilà bien une psychologie policière.

En définitive, ce ne sont pas seulement huit hommes qui passent devant une juridiction scélérate, mais bien tout un peuple en lutte pour reconquérir des droits qui lui sont niés depuis des siècles. La force des embastillés d'Aléria, c'est celle de leur conviction. « Les véritables assassins, ce sont Poniatowski et le préfet Gilly » devait lancer Simeoni dans un accès de colère dont tous les témoins s'accordent à dire qu'il fut un des grands moments de ce procès politique. « Vous jugez le peuple corse et la condamnation que vous nous infligerez, ne changera rien au cours de nos idées » déclarait-il à la cour.

Une semaine et deux jours et déjà l'acte d'accusation se réduit à une peau de chagrin. Mais ne nous y trompons pas, le verdict sera politique à l'image de l'inculpation. Le « bonne impression » laissée par les accusés ne signifie en rien que la cause est gagnée. Il ne fait aucun doute que cela influera comme influera l'extraordinaire mobilisation de l'île. Nul doute que les juges en tiendront compte au moment de donner leur verdict. Moins que jamais, la pression, la mobilisation ne doivent se relâcher. Bien au contraire.

Aujourd'hui s'ouvre à Annecy le 37^e Congrès de la CFDT

UN PROJET DE RESOLUTION GENERALE ETONNAMENT GAUCHE...

Le projet de résolution générale pour le congrès apparaît à première lecture étonnamment gauche. N'y affirme-t-on pas que « la CFDT récuse toute modération des revendications, toute idée de trêve sociale » et que « nulle part la social-démocratie n'a pu remettre en cause le capitalisme, se contentant dans la plupart des cas de gérer le système. »

Mais on se rappelle comment, lors des élections présidentielles, ces belles phrases se transformèrent subitement en la réduction du SMIC de 1500 F à 1200 F, l'appui au programme électoral bien timoré de Mitterrand, la limitation du pouvoir des travailleurs à l'élargissement des droits syndicaux et enfin, pour couronner le tout, l'appel à renforcer le PS préparé en coulisse avec Mauroy et Rocard. Or la réaffirmation dans le rapport général que « la CFDT souhaite la constitution d'une grande force socialiste autogestionnaire », par-delà la reconnaissance des « malades » (sic) qui ont accompagné l'opération des Assises, laisse présager que les belles déclarations de congrès pourraient bien à nouveau s'évanouir lors des prochaines échéances électorales.

Aussi, le premier enjeu du Congrès est bien celui du débouché politique aux luttes. Or, si la confédération reconnaît que « le mouvement syndical trouve constamment en face de lui l'Etat, en première ligne, pour la défense et la protection des intérêts patronaux », il ne semble pas qu'elle en conclue la nécessité de faire sauter le verrou gouvernemental à partir d'un mouvement d'ensemble des travailleurs autour de revendications unifiantes telles que la semaine de 35 heures, les 2 000 F mini, les 300F pour tous, la reconnaissance de la qualification acquise... etc.

Au contraire, la majorité confédérale se prononce pour une « stratégie de harcèlement » et insiste sur la politisation des luttes diversifiées par des réponses adaptées à chaque situation locale. Elle en arrive même à combattre, sous prétexte qu'il n'existe pas de recette miracle, l'idée de revendications unifiantes.

Et Edmond Maire expliquait dans sa dernière interview à *Tribune socialiste* qu'il ne faut pas « placer très haut les revendications en dehors des possibilités, du réalisme des négociations accessibles aujourd'hui. » Ainsi Edmond Maire et Jacques Chérèque (secrétaire de la fédération de la métallurgie) sont d'accord pour estimer que la revendication de nationalisation de Lip n'est pas une revendication crédible dans le cadre du régime actuel et qu'en conséquence mieux vaut se battre pour définir une « politique de l'horlogerie française »... N'est-ce pas là déjà contredire la résolution qui « récuse toute modération des revendications » pour des raisons politiques autres que la mobilisation des travailleurs et - finalement - n'est-ce pas refuser de poser le problème du débouché politique aux luttes en terme d'affrontement avec le gouvernement ?

Le deuxième enjeu du congrès est, bien-sûr, le rôle que la CFDT entend jouer une fois le PS et le PC au gouvernement. La confédération reconnaît (et c'est loin d'être négligeable) la nécessité, dans une telle situation, de « nouvelles formes de pouvoir », véritables « institutions autogestionnaires ». Mais les conditions de passage du contrôle à la gestion sont précisées et, plus grave, la majorité confédérale semble limiter l'autogestion aux entreprises et aux quartiers, laissant le soin aux partis de « gérer » et de « transformer » l'Etat.

Surtout, cette perspective des conseils ouvriers (bien que le terme ne plaise guère à la confédération) reste largement abstraite dans la mesure où elle ne s'incarne pas dès aujourd'hui dans une orientation favorable à l'auto-organisation des travailleurs (de l'assemblée générale souveraine au comité de grève en passant par les délégués d'ateliers, les commissions).

N'est-il pas significatif à cet égard que la CFDT « centrale de l'autogestion » montre quelque réticence vis-à-vis du contrôle ouvrier qui suppose l'auto-organisation des travailleurs pour imposer leurs décisions sur les conditions de travail, l'emploi, etc.

Quant au dernier enjeu, celui de l'unité, il n'est guère éclairé par le concept d'« union des forces populaires » ballotant entre l'Union de la gauche, l'unité d'action sur des objectifs anticapitalistes et le rassemblement des « forces socialistes autogestionnaires ». En pratique, il risque fort de se traduire d'une part par le ralliement plus ou moins critique à l'Union de la gauche, d'autre part le soutien critique au PS contre le PC et, au sein du PS, le soutien à un courant contre les autres.

Mais pour être appliquée, une telle ligne suppose que soit mise en sourdine aux sensibilités qui parcourent la CFDT et que le fédéralisme soit, au moins en partie, remis en cause. Finalement, l'enjeu de ce 37^e congrès confédéral pourrait être résumé ainsi, un peu brutalement : la Confédération prétend transformer la social-démocratie et son projet de gestion de l'Etat grâce à la pression du mouvement des masses. Dès lors, le danger est grand qu'au nom du réalisme, elle ne cherche en fait à canaliser le mouvement des masses vers des options social-démocrates ! R. Yvetot

« ... Nulle part la social-démocratie n'a pu remettre en cause le capitalisme... »

La loi de la matraque

« Les atteintes continues à la liberté du travail (piquets de grève) constituent un phénomène d'insécurité nouveau ». Voilà ce qu'a déclaré Poniowski le week-end dernier à Lyon. Qu'un flic au sang bleu voie dans les piquets de grève une innovation, cela pourrait faire sourire. Il est vrai que ce n'est pas à Billancourt qu'on fait ses classes dans la police.

On aurait tort cependant de ne pas prendre Ponia au sérieux. La longue série d'évacuations d'entreprises occupées depuis un mois, est là pour le prouver.

Pourquoi cette recrudescence d'interventions policières ? L'explication est simple : devant l'intransigeance patronale, les travailleurs ont senti que s'ils voulaient se faire entendre, il leur fallait durcir leurs formes de lutte. Les occupations d'usines se sont multipliées. La CGT en dénombreait récemment près d'une centaine. Tout cela inquiète le patronat.

C'est pourquoi le gouvernement a voulu réagir. Tout se passe comme si Ponia s'était fixé pour but de « nettoyer » le maximum d'usines occupées, avant les vacances.

Caron-Ozanne, James Sud, des entreprises occupées depuis de longs mois, ont été brutalement évacués. Alors que 14 imprimeries sont aujourd'hui occupées, 8 d'entre elles sont sous le coup d'une décision du tribunal de référés.

A la BNP hier, c'est 16 cars de police qui se sont mobilisés pour vider une vingtaine d'occupants. A l'hôpital Raymond Poincaré de Garches, les flics évacuent des élèves infirmières, en les traînant par les cheveux, en déchirant leurs vêtements. A la CIT La Rochelle, les « forces de l'ordre » matraquent courageusement des femmes grévistes après avoir bombardé les alentours de l'usine avec des grenades lacrymogènes.

Face à cette offensive anti-ouvrière, la riposte doit être l'affaire de l'ensemble des travailleurs. Après l'expulsion de Caron-Ozanne, la FFTL a décidé une grève de 24 heures de l'ensemble de la profession. C'est dans cette voie qu'il faut aller : toute décision d'expulsion par un tribunal de référés, doit être considérée comme un défi à tous les travailleurs. C'est à l'avance qu'il faut s'organiser : que les occupants fassent savoir que la police n'entrera pas sans mal dans leur usine. Que les sections syndicales des entreprises de la région déposent un préavis de grève immédiate : « Si les flics interviennent... » ; que la consigne soit lancée par unitairement la CGT et la CFDT sur le plan local d'une manifestation centrale de riposte le jour même allant jusqu'à l'entreprise.

Il faut faire savoir à Ponia que les travailleurs ne sont pas décidés à continuer à voir leurs usines évacuées les unes après les autres sans réagir. Et que, s'il veut évacuer une entreprise occupée, il devra en mesurer le prix...

F.L.

Caron-Ozanne

Après l'évacuation de l'usine occupée depuis près d'un an par la police, des témoignages de solidarité arrivent aux grévistes.

Le Conseil national du Syndicat des travailleurs de la recherche scientifique CGT a rappelé que lors de son congrès national, il avait adopté une motion de soutien.

D'autre part, le personnel du CES de Bretteville sur Laize a débrayé vendredi à 16 heures pour manifester son soutien aux travailleurs de Caron-Ozanne.

correspondant

PONIATOWSKI NETTOIE...

● Cinq heures d'affrontement à La Rochelle

- Les forces de l'ordre occupent la CIT-Alcatel
- Les grévistes encerclent l'usine toute la journée
- Manifestation de riposte aujourd'hui

Pour près de 5 000 travailleurs de la région rochellaise, c'est la cinquième semaine de grève qui commence. Le patronat ne veut rien céder. Il contre-attaque et provoque les travailleurs : inculpation des piquets de grève, charge des gardes-mobiles le 30 avril contre les métallos venus accompagner leurs camarades d'Alsthom convoqués devant le tribunal et enfin, dimanche soir, occupation de l'usine CIT-Alcatel par les CRS et les gardes-mobiles.

Le point le plus faible

La CIT-Alcatel fabrique de la mécanique de précision, en particulier pour les PTT. Elle emploie 900 personnes, pour l'essentiel des femmes sans grande tradition de lutte. Les conditions de travail sont difficiles et les salaires très bas. Il existe sur la boîte une section CGT et une CFDT. Le patron de la CIT est particulièrement dur. Il l'avait déjà montré en 73. Après une grève de plusieurs semaines, les filles étaient rentrées sans avoir rien obtenu. A la suite de la lutte, une section CFT était créée par des jaunes.

Le patronat et la préfecture savaient donc que cette usine était le point le plus faible de la grève. C'est

pourquoi, dimanche soir, les CRS et les gardes-mobiles l'occupèrent. Le patron envoyait des lettres individuelles demandant l'embauche lundi matin. Face à cette provocation, la CFDT proposait un appel public des organisations syndicales à tous les travailleurs, leur demandant d'être devant la CIT-Alcatel avant l'heure d'embauche. La CGT, elle, préférait prévenir seulement les métallos et proposant une manifestation interprofessionnelle pour mardi.

Hier matin, devant et dans l'usine, on comptait vingt-quatre cars de gardes-mobiles et de CRS. Les métallos des autres usines en grève sont là. Trois cent filles environ rentrent sous la protection des gardes-mobiles. Toute la matinée, des grévistes de La Rochelle viennent et discutent avec les CRS « De quel côté êtes-vous ? » « Quelle liberté défendez-vous ? Celle des patrons ! ». Certains gardes-mobiles sont très jeunes, 18 ans, 20 ans peut-être. La tension monte. L'huissier est molesté à la sortie, si bien qu'il rentre à nouveau.

A 11 h 5, une personne n'appartenant pas au personnel veut sortir de l'usine. Les gardes-mobiles ouvrent la porte. Des travailleurs les bouscu-

lent. Des coups sont échangés, des pierres partent, des grenades sont lancées, sans sommations. Pendant une heure, CRS et gardes-mobiles chargent les grévistes, provoquant même un début d'incendie dans le champ en face de l'usine.

Un test

Les patrons espéraient en faire un test, pour casser la lutte. A la SEMAT, aux ACRP, une dizaine de cadres rentraient hier matin. Les grévistes les sortaient aussitôt. Dans l'après-midi une délégation intersyndicale allait protester auprès de la préfecture puis la CFDT appelait les métallos en grève à rejoindre la CIT. Là, pour protéger la sortie des jaunes, les CRS grenadaient en permanence pour empêcher toute approche de l'usine. Pendant plusieurs heures, des affrontements se déroulaient dès que les grévistes s'approchaient de la boîte.

Aujourd'hui, en riposte à l'occupation de la CIT, les syndicats appellent à un débrayage de toutes les boîtes de la ville pour une manifestation interprofessionnelle de soutien à la lutte des métallos rochellais.

Correspondante

● BNP-Gambetta : Western policier à 7 h du matin

- 16 cars de police pour vider 20 occupants
- Débrayages, meeting et manifestation de protestation

À 6 heures 30 du matin : une cinquantaine de personnes ont répondu à l'appel du comité de grève de l'agence BNP de la place Gambetta. LA sono marche à plein tubes : elle informe la population qui, à cette heure se presse vers le métro.

À 6 heures 50 : les gros cars bleus arrivent. C'est donc pour ce matin ! Les gendarmes débarquent. Tout autour de la place des groupes crient, la sono scandit : « BNP-Gambetta, solidarité ! » et « Flics-patrons, même combat ! ». Bientôt c'est le libéralisme de Giscard en pleine action : l'agence encerclée, les affiches qui avaient fleuri sur les murs arrachées...La sono continue. Une escouade de policiers en

civil pénètre alors dans l'agence. Des gars du Parisien Libéré arrive en criant : « il est pourri, le régime à Giscard : il nous envoie ses flics et ses clébards ». La porte de l'agence s'ouvre : six militants syndicaux, encadrés par les flics sont emmenés au commissariat du coin (ils seront relâchés une heure après). Les autres occupants sortent de l'agence peu de temps après, alors que la police maintient un déploiement d'hommes et d'estafettes impressionnant : 16 cars de flics pour vider 20 occupants grévistes !

Dès que la nouvelle se propage, des motions de solidarité sont signées massivement dans les agences et les entraxes. Un appel à débrayer est lancé pour trois heures de l'après-midi par la CGT, la CFDT

et FO de la BNP. Des délégations arrivent apporter leur solidarité : CFDT, Société Générale, CFDT Crédit Lyonnais, CGT Compagnie bancaire.

Après le meeting qui se tient devant l'agence, une manif de 600 personnes se forme et défile dans les rues du 20ème arrondissement, en passant devant les différents sièges du quartier.

En fin d'après-midi, une AG des grévistes se tient après la manif. Il s'agit maintenant de remobiliser le personnel en élargissant sur les agences, par les problèmes de Gambetta ne sont pas des problèmes isolés (effectifs, salaires). Ils concernent l'ensemble du réseau de la BNP et les autres banques nationalisées.

Correspondant

● élèves infirmières de Garches : les flics à l'hosto !

Les élèves de l'école d'infirmières le Raymond Poincaré sont en lutte depuis le 5 mai.

Leurs revendications portent sur le droit d'expression syndicale, un salaire égal au SMIC, un statut de travailleur en formation. Mai surtout le climat qui règne dans l'école est étouffant : sanctions pour la moindre absence, paternalisme de la directrice, conseil technique au plus infime prétexte. Le pointage et l'appel sont la règle dans toutes les écoles d'infirmières.

C'est dans ces conditions qu'une AG du personnel a eu lieu le 6 mai. Puis le 24 un élève fait un sit-in dans le hall de l'école, le lendemain ce sont 6, puis 26 élèves...

La direction leur envoie une lettre pour les obliger à demander leur réintégration. En fait tous les cours ont été suivis.

Les élèves ainsi sanctionnés refusent le chantage. Une

AG, le 20 mai décide d'occuper pacifiquement les locaux de l'école après la fermeture, la direction appelle les flics qui interviennent et les expulsent. Le lendemain nouvelle AG très massive, nouvelle occupation et à minuit les flics réinterviennent.

Un comité de lutte a été mis en place. Des contacts sont pris avec les autres écoles d'infirmières. Il est fait appel à la solidarité de toutes les catégories de personnel soignant. Les élèves de Raymond Poincaré ont voté la grève reconductible chaque jour.

La fédération Santé-CFDT appelle dans une conférence de presse qu'il s'agit là d'une offensive du pouvoir qui veut faire des travailleurs de la Santé, indispensable dans la réparation de la force de travail, au moindre coût, un secteur docile où il n'y ait pas de contestation.

en lutte

« La coordination des travailleurs en formation du secteur sanitaire et social en lutte, de Marseille, le syndicat CGT de l'Assistance publique de Marseille et le syndicat départemental CFDT Santé, appellent toutes les écoles à une journée de grève aujourd'hui et à un rassemblement suivi d'une conférence de presse à 11 h au siège de l'AP à Marseille, 9, rue Laffont, où des délégations seront reçues par le directeur de l'Assistance, M. Guillot.

Contre la répression et les licenciements abusifs des travailleurs en formation...

Pour un véritable statut unique des travailleurs en formation dans le secteur sanitaire et social.

Ils appellent aussi tous les travailleurs hospitaliers à un débrayage pour participer ce jour-là aux assemblées générales qui auront lieu à 9 h sur tous les hôpitaux et pour les accompagner rue Laffont ».

Transports Dubois : dans le cadre de la journée nationale d'action CGT-CFDT-CFTC des transports, de nombreux débrayages et manifestations se sont déroulés hier dans toute la France. Aux transports Dubois, une grève vient de débuter. Pour 6% d'augmentation, la grille unique et des primes de vacances de 1000 F pour tous. Encouragés par la forte participation à la grève, les travailleurs parlaient de dépasser la journée d'action et de poursuivre le mouvement jusqu'à satisfaction.

correspondant

Samedi 22 mai s'est déroulée une vente directe de vin à l'initiative du comité d'information viticole à Montpellier, dans le quartier de La Paillade. Cette vente a connu un grand succès puisque 4000 litres de vin ont été achetés par les habitants du quartier au prix de 1,70 F le litre (prix d'achat à la cave coopérative de Montagnac plus frais de transport du vin de 11°).

Correspondant

Ce soir à Montrouge, « Les femmes et le chômage ».

Les deux groupes femmes de la ville de Montrouge organisent ce soir à la MJC, 88, rue Racine, une réunion-débat sur les femmes et le chômage dans le cadre des 10 jours contre le chômage, organisés par le comité de chômeurs et l'UL-CFDT de Montrouge.

A partir de 18 h, expositions de panneaux, débats : le droit des femmes à l'emploi ; le chômage masqué des femmes ; la lutte des femmes contre le chômage (avec des ouvrières de la CIP qui occupent leur usine depuis 8 mois) ; A 20 h, la troupe « La Carmagnole » jouera le chômage des femmes et leur lutte. Un film sur la lutte des filles de Cerisay sera projeté. Il y aura une crèche.

Corr.

Danzas : précision : les travailleurs de Danzas-Poniowski sont en grève à l'appel de la CGT et de la CFDT avec occupation depuis le 17 mai pour imposer notamment une augmentation de 200 F pour tous. Malgré diverses provocations et l'assignation en référé de 28 otages, la grève tient bon.

Correspondant.

CDF

LE MASQUE « LIBERAL » VOLE EN ECLAT

Alors que l'ensemble des usines du groupe sont maintenant paralysées par le grève, que la direction riposte partout par de grossières provocations, celle-ci à la prétention de régler le conflit par une réunion du comité central d'entreprise.

D'un côté elle menace de la matraque, de l'autre elle fait appel aux instances de « concertation ». Face à cela, et pour la première fois depuis de nombreuses années, un mouvement de grève de 2 heures a été observé au siège social de La Défense avec rassemblement du personnel.

En moins de quinze jours le masque « libéral » du « Directoire » de CDF-Chimie a volé en éclat. Nul doute que cette provocante fermeté d'une société nationale ne soit téléguidée de très haut et ne serve

de test patronal dans le secteur de la Chimie qui commence à s'agiter sérieusement.

AQUITAINE-MONT : Depuis dix jours la grève avec occupation des locaux se poursuit contre la fermeture de l'usine planifiée dans le projet patronal de démantèlement de la Chimie en Aquitaine. Cette grève se mène avec la totale solidarité et l'action conjointe du personnel d'ATO-Chimie qui se bat contre le lock-out imposé par la direction et sur ses propres revendications. La direction a riposté en assignant en référé les responsables syndicaux.

CARLING-LORRAINE : Grève depuis neuf jours sges revendications de salaire, de sécurité et de solidarité avec les travailleurs de Mont. Le mouvement est suivi par 100 % du personnel et est animé par un comité de grève.

La direction riposte en en-

voyant des travailleurs d'entrepreneurs sous contrôle d'huissier ! Résultat : après négociation avec les piquets de grève, ils refusent de jouer les briseurs de grève. L'huissier doit se contenter de constater les faits.

NORMANDIE-LILLEBONNE : Sur des revendications propres et en signe de solidarité avec Mont et Carling, les travailleurs de Lillebonne entrent en grève vendredi. La direction pensant briser la grève de Carling avait essayée de faire faire la production par l'unité de Villebonne. Mais le piquet de grève empêche l'entrée des camions venant chercher les produits (polyéthylène). Aujourd'hui ils s'étalent sur plusieurs centaines de mètres.

NORD-MAZINGARBE : Alors qu'elle n'était pas encore touchée par la grève la plateforme du Nord a débrayé depuis samedi en signe de solidarité.

RENAULT : RESULTAT DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES

FLINS :
Premier collège : inscrits : 17.840; exprimés : 11.381. CGT : 5.227, 45,9 % (- 12 %), CFDT : 4.568, 40,2 % (11,6 %). FO : 1.586, 13,5 % (+ 0,4 %); Deuxième collège : inscrits : 1.998; exprimés : 1.338; CGT : 356, 26,6 % (- 4,5 %), CFDT : 284, 21,22 % (+ 8,4 %), FO : 163, 12,1 % (- 1,6 %), CGC : 535, 39,9 % (- 2,2 %)

CLEON
Premier collège : inscrits : 6.678; exprimés : 4.529; CGT : 2.579, 56,9 % (- 5,3 %), CFDT : 1.560, 34,4 % (+ 5,3 %), CFCT : 204 (- 1,6 %), FO : 186 (- 0,8 %). Deuxième collège : inscrits : 1.050; exprimés : 662. CGT : 128, 19,3 % (- 25,9 %), CFDT : 465, 70,2 % (+ 30 %), FO : 69, (- 3,5 %)

CHOISY : premier collège : inscrits : 1.013, exprimés : 826. CGT : 528, 63,9 % (- 10,1 %), CFDT 295 (9,8 %)

Ces résultats d'élections professionnelles à Renault montrent une baisse très sensible de la CGT, dans tous les collèges, au profit de la CFDT. Cette baisse des voix est la preuve que les atteintes à la démocratie syndicale sont de plus en plus difficilement admises par les travailleurs. Cette modification sensible du rapport de forces entre CGT et CFDT traduit un glissement « à gauche » des travailleurs de ces usines.

MOTTE-BOSSUT

LA GREVE CHEZ UN GRAND PATRON DU TEXTILE

A leers, aux portes de Roubaix, le terrier de potasse d'Ugine-Kulhman avoisine les champs; c'est aussi le domaine d'un grand patron du textile Motte-Bossut. L'exploitation des tisserands est à l'image des bâtiments : style fin du 19^e siècle. La division ouvrière est la règle : pas un seul salaire identique, le paiement des heures de travail de nuit est réévalué de 13,5 % alors qu'il est de 22 % à l'usine Motte de Comines et de 25 % au plan national. Les conditions de travail y sont très pénibles. Chaque tisserand a la charge de 25 à 35 métiers soit 100 à 150 mètres de travées où il faut courir 8 heures par jour.

Depuis une semaine, l'usine est en grève à 80 %, tout de suite la section CFDT seule présente sur la boîte a proposé la mise en place d'un piquet de grève. La direction a bien sûr fait appel à la police pour permettre la liberté du travail à ces cadres et à leur famille. Devant cette intransigeance la grève s'est renforcée, les ouvriers revendiquent essentiellement les 250 F pour tous, l'équipe de nuit payée à plus

30 %, le 13^e mois, un voyage au pays gratuit pour les immigrés et surtout la fin du travail au rendement, c'est-à-dire un salaire fixe horaire de 12 F minimum et la suppression des primes dites de qualité.

Is sont décidés à tenir; déjà se pose le problème de rompre l'isolement. Dimanche une manifestation qui a regroupé une centaine de personnes se donnait pour but de sensibiliser la population de Leers. Cela ne suffit pas. Les syndicats envisagent également de lancer des débrayages de solidarité dans les autres usines du groupe à Roubaix et à Comines. Après les grèves de La Lainière, goupe Prouvost, RRoussel, Boléro, Serolatex, Tiberghi, Caulier-Delahoutre, c'est le problème de la dispersion des luttes qui se pose face au patronat du textile de Roubaix-Tourcoing et environs. Un document confidentiel publié par Liberté, le quotidien régional du PC, révélait que le syndicat patronal conseillait à ses adhérents de ne pas céder un pouce aux revendications au moment où les carnets de commandes se remplissent.

Correspondant

TRIBUNE LIBRE

Communiqué Section nationale du SGEN CFDT CNRS

Un militant CFDT de la Recherche scientifique a été amené en octobre dernier, au métro Opéra, à prendre position en faveur de deux travailleurs immigrés : ils étaient accusés à tort ou à raison, de n'avoir pas payé leur ticket.

Sans vouloir les entendre, un agent de police les mit en demeure de payer une amende et de se rendre au commissariat. Compte tenu des risques d'expulsion et de fichage dont sont l'objet actuellement les travailleurs immigrés, notre camarade intervint pour apporter sa solidarité et faire en sorte que l'affaire soit réglée sur place. A la suite de son intervention, au cours de laquelle il prit position pour la gratuité des transports en commun (revendication CFDT) notre camarade fut traîné au commissariat par le commissaire de police. Il doit payer une amende de 80 francs à la RATP pour « atteinte au confort des passagers » et « entrave à la circulation dans l'enceinte de la RATP », il est poursuivi pour « outrage aux gardiens de la paix » et risque 5 ans de prison.

La section nationale du SGEN-CFDT-CNRS

- ne saurait tolérer une telle atteinte aux libertés d'expression
- dénonce des poursuites qui traduisent à la fois le racisme et la répression syndicale
- appuie l'initiative du comité de soutien à notre camarade
- et appelle à manifester au procès, le samedi 29 mai à 9 heures au Tribunal de grande instance de Paris, 24^e chambre, Palais de Justice.

• Les travailleurs du foyer Sonacotra de Bagnolet avec le concours du comité de soutien local ont décidé de monter un spectacle illustrant leurs conditions de vie dans les foyers-prisons de M. Claudius Petit. Cette pièce a été proposée dans le cadre de la fête municipale du quartier sud. Un stand avec les banderoles du comité, de la musique, une expo-photo sur la lutte et une pétition adressée à Monsieur Dijoud.

• Projection du film « Nationalité immigré » suivi d'un débat sur la lutte des foyers SONACOTRA, au 27, avenue de Choisy à 20 Heures, à l'appel des CUF, UL-CFDT 5^e et 13^e, OC-GOP, OC-R, LCR...

• Dimanche dernier à Belleville, la police a arrêté trois vendeurs de Rouge qui dénonçaient par panneaux la situation des immigrés dans les foyers Sonacotra. A signaler que de nombreux immigrés étaient contrôlés par une police très zélée. Certains immigrés étaient embarqués avec leurs affaires, sans doute avec expulsion à la clé.

Correspondant

7 mois de lutte au foyer des travailleurs immigrés de Fontaine (Grenoble)

« IL A FALLU ROMPRE L'ISOLEMENT ET L'INDIVIDUALISME »

Bien que la grève touche en majorité les foyers Sonacotra de la Région Parisienne, représenté par le Comité de Coordination, les foyers de provinces quoique souvent isolés (1 ou 2 par ville) manifestent en ce moment une volonté de lutte, pour refuser la politique de Dijoud, et consort.

Que ce soit à Strasbourg, Nancy, Dijon, à Grenoble, les foyers Sonacotra sont en grève ou ont fait la grève, contre les hausses des loyers, les conditions de vie...

Ceci indique qu'une des tâches importantes de la coordination parisienne est de tisser des liens entre tous les foyers de France, pour briser l'isolement de ces foyers, pour établir un nouveau rapport de force vis-à-vis de la direction.

Le Foyer des travailleurs immigrés de Fontaine est situé dans la banlieue grenobloise. La ville est cernée par les montagnes que les travailleurs peuvent admirer de loin tous les jours. Mais rares sont ceux qui en bénéficient.

Le Foyer est situé en dehors du centre ville : autour, un magasin d'alimentation, un bistrot et les HLM...

270 travailleurs immigrés sont en lutte depuis 7 mois. Deux camarades délégués ont bien voulu nous accorder une interview.

• Quelles sont les conditions de vie au Foyer, et qui y habite ?

M : Au Foyer habitent 270 locataires. 90 % sont des travailleurs immigrés d'origine maghrébine. Au foyer, le problème de l'emploi est ressenti durement. Environ 15 % d'entre nous sont chômeurs.

J : Le foyer est composé de 27 appartements de types F 5 où nous vivons entassés à 10 par appartement. Chaque pièce est divisée en deux par une mince cloison de bois qui laisse passer les bruits. Nos chambres deviennent ainsi des cellules de 3,5 m de long sur 1,2 m de large. Pour tout mobilier, nous avons un lit de 70 cm de large, une petite table, une chaise et un placard qui réduisent d'autant nos possibilités de mouvement.

M : Il faut dire que le reste de l'appartement est du même calibre. Parlons de la cuisine : nous rentrons tous à peu près à la même heure, mais il n'y a que 3 réchauds, ce qui nous oblige à attendre souvent une heure pour pouvoir commencer à préparer notre repas. Dans la cuisine, aucune aération, les murs suintent d'humidité.

J : A propos d'humidité, il faut parler de la salle de bain. Elle est composée de 3 lavabos et d'une seule douche. C'est le même problème que pour la cuisine, nous sommes obligés de faire la queue pour nous laver.

• Et au niveau des loisirs ?

M : le bar et la télé...

• Et pour les conditions de vie, combien payez-vous de loyer ?

M : 170 F par mois et par personne, à 10 par appartement, cela fait 1700 F. La location d'un F 5 à Grenoble est à peu près de 800 F... C'est d'autant plus scandaleux lorsque l'on sait que la construction des Foyers est financée en partie avec l'argent des travailleurs immigrés.

• Dans ces conditions, on comprend que vous soyez en lutte depuis 7 mois. Sur quelles revendications la lutte a-t-elle débuté ?

M : En septembre, la direction du Foyer a décidé d'augmenter de 20 F les loyers. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais rapidement, nous nous sommes rendus compte qu'il n'était pas suffisant de lutter contre cette hausse. Nous en avons profité pour élargir nos revendications aux problèmes des conditions de vie, notamment en ce qui concerne la propreté et la réfection des appartements, l'obtention d'un frigo par appartement. Cela, c'était en septembre 75.

• Ces revendications ont exigé un minimum d'organisation. Comment vous y êtes vous pris ?

J : En effet, au début nous avons eu quelques problèmes, car c'était la première fois qu'une lutte était engagée sur le foyer. Il a fallu rompre l'isole-

ment et l'individualisme. La grève a permis de changer les rapports entre les gars et rien que cela, c'était déjà une victoire.

• Concrètement, comment vous êtes vous organisés ?

J : Au départ, seuls quelques camarades ont réagi. Ce n'est que progressivement, au cours des AG, que le mouvement s'est structuré. Aux AG, il y avait environ 150 à 200 personnes. Au cours d'une AG, les travailleurs ont décidé d'élire 1 délégué par appartement, cela en vue de rencontrer la direction. Cette structure s'est maintenue tout au long de la grève et rendait compte des suites du conflit lors des AG.

• Vous êtes toujours en lutte aujourd'hui, qu'avez vous obtenu ?

M : Dans un premier temps, la direction du foyer a cédé sur tous les points mineurs, c'était vers la fin du mois de novembre; puis, devant notre détermination, la direction a aussi été obligée de passer sous la table d'augmentation des loyers ?

• Pourtant, vous êtes repartis en grève au mois de mars ?

J : Nous étions conscients que cette première victoire n'était que provisoire : nous avons maintenu les réunions de délégués d'appartement. Et, lorsque la direction, au mois de mars, a voulu de nouveau augmenter le loyer de 20 F, nous avons immédiatement réagi. Et forts de notre expérience victorieuse du mois de novembre, nous avons refusé la hausse. Nous avons de plus exigé que le nombre de locataires par appartement soit ramené à 5 sans augmentation du loyer avec la construction d'un autre foyer, afin que les copains soient logés dans les mêmes conditions.

• Vous êtes le seul foyer en lutte dans la région grenobloise, comment avez-vous essayé de briser cet isolement ?

M : En effet, cela a été un gros problème. Dans la région, il y a environ une dizaine de foyers. Nous avons décidé de profiter du 1^{er} Mai pour populariser notre lutte. Nous avons donc décidé de participer à la manifestation et de faire un tract. Pour organiser tout cela, nous avons invité à une réunion les organisations politiques et syndicales de Fontaine et de Grenoble. Etaient présents à la première réunion le PCF, la LCR et la CFDT qui ont aidé matériellement (fric et ronéo) à sortir le tract et à le distribuer.

J : Le tract où nos conditions de vie et notre lutte étaient décrites appelait à rejoindre notre cortège le 1^{er} Mai. Nous l'avons distribué dans tous les foyers et sur les marchés. Le 1^{er} Mai, notre cortège était très dynamique. Pour la première fois, au foyer, de nombreux travailleurs immigrés manifestaient un 1^{er} Mai.

Avant Lyon, les 29 et 30 mai

OU EN EST LA BATAILLE DES EXAMENS ?

Telex secret aux recteurs les enjoignant de vérifier auprès des présidents et des conseils d'université l'organisation selon « la règle » des examens. Chantage à la « valeur » des diplômes qui serait liée à la durée de l'enseignement reçu, alors qu'en réalité, c'est le marché du travail qui fait la loi : les enseignants le savent, quand tout diplômés qu'ils soient, ils sont chômeurs. Intervention des CRS contre les étudiants organisant des piquets dissuasifs lors d'épreuves, ainsi à Montpellier III hier contre des « boycotteurs ».

Le pouvoir mène la guerre des examens, fupa chasse aux modifications, s'oppose aux conseils d'université ayant plié devant les

revendications étudiantes : contrôle sur le seul programme d'avant la grève, pas de pénalisation pour fait de grève, deux sessions en juin et en septembre. Chaque fois qu'il y a une situation exceptionnelle, ainsi les facs qui boycottent ou celles où, comme à Amiens, les examens devaient être organisés comme l'avaient demandé les étudiants, Saunier-Seïté passe-par dessus l'« autonomie » des universités et « casse », par Recteur interposé. Sa règle dans ces cas-là : le report en septembre, la deuxième session ayant lieu en octobre, escomptant une démobilitation, une atomisation, favorable à la répression par la sélection.

Du côté étudiant, en l'absence de mouvement généralisé, la bataille est difficile. Tout réside

dans le rapport de force local, dans l'attitude des enseignants et dans l'« institutionnalisation » de leur détermination. Ainsi à la faculté des Lettres d'Aix, des délégués de vigilance ont été désignés avant l'arrêt de la grève, une commission centrale des examens paritaire enseignants-étudiants existe, et c'est celle qui discute avec le conseil d'université.

Avant la rencontre, à Lyon, les 29 et 30 Mai des structures de luttes étudiantes unitaires, il importe, en raison de sa diversité nationale de faire le point sur le butin si maigre soit-il de la bataille des examens. Pour cela, dans chaque fac, téléphonez à Rouge, aujourd'hui, de 14 heures à 17 heures.

Montpellier :

LES CRS CONTRE LE BOYCOTT

A Montpellier III, université de Lettre Paul Valéry, l'Assemblée générale avait, il y a quinze jours, voté le boycott des examens par 250 pour, et 235 contre, proposant un passage collectif des épreuves. Il n'est pas indifférent de savoir que le Président de l'Université est le président du Centre d'histoire militaire, un individu flanqué de deux gorille en permanence. Hier matin, 24 mai, premières épreuves. Une AG, minoritaire, animée par les tenants du boycott, convoquée vendredi 21 mai pour discuter des modalités concrètes du boycott, n'en avait en fait pas débattu. Tout

était organisé dans de petits groupes dits « clandestins », sans que les étudiants aient vraiment envisagé collectivement jusqu'où l'on pouvait aller pour imposer dans les faits le boycott. Certains de ceux qui organisaient l'intervention pour hier matin parlaient de s'opposer par la violence aux étudiants, par exemple les membres de l'UNEF, qui se rendaient à leurs examens. La LCR, tout en respectant l'appel au boycott voté par une assemblée générale représentative, critiqua dans un tract, distribué hier matin, l'utilisation de la violence à l'intérieur du mouvement étudiant et

l'absence de démocratie dans la préparation du boycott.

Ceci pour introduire, car hier le fait principal est la répression du pouvoir. Alors que certains étudiants étaient venus, casqués et matériel à l'appui, imposer « militairement » le boycott, le président a immédiatement fait appel à la police. Les CRS ont envahi le campus, ratonnant. Quatre étudiants sont arrêtés. Le président a fermé la fac pour la journée. Aujourd'hui les examens doivent se dérouler sous contrôle policier. Une nouvelle AG devait envisager la riposte à la répression.

Paris :

Coordination des enseignants non titulaires

Depuis trois semaines, une coordination parisienne des personnels non-titulaires de l'Education nationale des trois académies de la Région Parisienne existe. En effet, dans l'esprit de la réforme Haby, la résorption de l'auxiliaire déjà bien amorcée va entraîner à la prochaine rentrée scolaire un licenciement massif de maîtres auxiliaires : 800 dans la seule académie de Créteil d'après les chiffres officiels du Rectorat. Cette situation s'accompagne d'une aggravation des conditions de travail pour tous les personnels titulaires (classes surchargées et heures supplémentaires) et aura des réper-

cussions sur la scolarité des élèves. La coordination de la région parisienne est composée de non-titulaires pour la plupart affiliés aux syndicats du second degré, SNES, SGEN, SNEP-CGT, représentant 22 établissements dont 13 de l'académie de Créteil. Elle se bat pour le réemploi de tous les M. A. en poste, à la rentrée prochaine, pour leur titularisation immédiate, et pour l'arrêt de l'embauche de M. A. Ses membres demandent le soutien et l'unité de leurs syndicats respectifs. Pour l'instant seuls le SGEN 94 et certaines sections SNEP-CGT ont répondu à leur appel. Le SNES a choisi de mener des actions

de son côté, on se demande lesquelles... La coordination, elle, propose d'organiser, avant les vacances, un rassemblement, le mercredi 2 juin à 9 heures au Rectorat de Créteil, où doivent se dérouler les commissions paritaires d'études des dossiers des M. A. (rendez-vous 9 H, métro Créteil-L'Echat).

Coordination de l'académie de Créteil : le mardi 25 mai, à 17 H 30, maison des syndicats, métro Créteil-Université. Permanence de la coordination parisienne : de 10 H à 18 H le mercredi à Jussieu, tour centrale, bureau 412, 4^e, tél. 336.25.25.

« LIBE » : SURPRENANT...

Libération nous surprend. Souvent des points de vue différents nous ont opposé sur la grève étudiante. Libé voyant dans le rôle déterminant des organisations d'extrême-gauche un frein, un blocage, un carcan imposé à la mobilisation. Au point d'écrire, par la plume de Jean-Luc Hennig, le 12 mai, après la coordination étudiante d'Amiens : « Le second souffle, c'était ça : la reprise en charge (plus ou moins critique) des revendications du Programme commun par une extrême-gauche soucieuse de coller au mouvement de masse étudiant, de n'affoler personne par des slogans révolution-

naires » et de donner une image responsable des étudiants, « des partenaires sociaux à part entière ». Divergence réelle, normale et dans l'ordre des choses. Pas de quoi justifier de notre part des polémiques interminables.

Simplement, nous avons quand même été surpris, la semaine dernière, de voir Libé ignorer totalement le refus par le collectif national de la coordination proposée par Rennes (Rouge des 19 et 24 mai), et présenter carrément la réunion de Rennes comme la sixième coordination nationale étudiante, représentative et tout le

tralala.

Or, qu'écrivit J.-L. H. après l'échec prévisible - de la rencontre de Rennes, dans Libé du 24 mai ? « L'absence jeudi et vendredi à Rennes (...) de la Ligue communiste et du MAS (...) risque, en laissant dans un flou total un mouvement qui part largement en dérive, d'être fatale (...) En fait, les organisations d'extrême-gauche, fortes de leur nouvelle implantation (...) songent davantage à leur « structure permanente anticapitaliste » qui devrait voir le jour à Lyon les 29 et 30 mai. » Diable ! Libé appelant à la rescousse les organisations. Surprenant, non ?

IUT : coordination régionale à Rouen

JAMAIS VU DEPUIS MAI 68

Sous ce titre Rouge publiera du mercredi 26 au vendredi 28 mai un reportage sur la grève étudiante, à la suite d'une enquête dans plusieurs

villes de province.

Des numéros à ne pas manquer dans les facs, les lycées, les CET.

Suite au communiqué de H.U.T. et de la coordination parisienne paru dans la presse, le comité de mobilisation de l'I.U.T. de Rouen appelle à une coordination régionale des structures de luttes (Le Havre, Amiens, Caen, si possible observateurs de Paris) : Rendez-vous, Jeudi 27 mai, à 10 heures au R.U. du panorama ; Mont Saint-Agnant.

Colloque de la presse parallèle

Les parallèles se rencontrent sans se confondre

Samedi 22 mai et dimanche 23 s'est réuni un « colloque de la Presse parallèle » auquel une trentaine de petits journaux ont participé. Le but des organisations : coordonner les expériences et les efforts d'une presse où le « chacun pour soi » a beaucoup sévi.

Cette presse, différente de la contre-presse régionale, n'a pas pour but de rendre compte des luttes ou de la situation locale, mais plutôt de permettre la libre expression de groupes qui ne participent pas aux réseaux normaux de la « Kulture ». « La Presse parallèle est une rupture face aux médias bourgeois et spectaculaires où quelques uns pensent pour des millions » (plate-forme du collectif). Les participants ont tenu à affirmer que cette presse n'est pas volontairement marginale, souterraine, son but est d'étendre son impact et pour cela elle est prête à employer tous les moyens qui ne sont pas contradictoires avec son but. De bons moyens, une bonne présentation ou la diffusion par les messageries ne sont pas une honte. « La presse parallèle se définit par le fait qu'elle est un outil de contre-culture et de contre-information ». C'est pourquoi elle se rassemble. La majorité des journaux a décidé de créer un collectif que « toute publication luttant contre le système et toute forme d'aliénation peut rejoindre ».

Une mosaïque

Ce collectif respecte l'indépendance de chaque revue, « il est une mosaïque culturelle et politique » qui

se retrouve pour créer un lieu de coordination et d'information, faire un bulletin de liaison, organiser l'échange des moyens matériels.

Pour montrer la force et le rôle de la presse parallèle, il a été décidé de préparer une fête et un numéro commun de tous les journaux, de dénoncer « la société du spectacle » et d'aider les groupes et individus qui mènent le même combat (la presse de contre-information, etc.).

Un nouvel essor ?

Ce colloque n'était pas une première, il y a déjà eu d'autres tentatives pour réunir la presse parallèle, mais jusqu'ici il ne s'était agi que d'aide matérielle, technique ; ces réseaux avaient tous échoués. Pour la première fois, il y a un début de définition politique collective.

Si le collectif remplit les tâches qu'il s'est donné, peut-être la presse parallèle pourra-t-elle prendre un nouvel essor, participer à l'apparition d'autres rapports à la presse, à la culture...

Un collectif naissant que les petits journaux ont intérêt à suivre de près.

P.V.

Pour prendre contact : Valère Simon, collectif de la PP, 16 rue Jean Bouin Gagny 93220.

Pour sauver la vallée de la Névachie

DES PAYSANS CONTRE

La vallée de la Névachie, au nord de Briançon, est une magnifique vallée des Hautes-Alpes, encore préservée des remontées mécaniques et des équipements hôteliers. Elle n'est fréquentée que par les randonneurs et les alpinistes.

Le ministère de l'Équipement avait un projet grandiose dans la partie basse de la vallée : assurer la liaison Fos-Turin, d'un grand « intérêt économique », par une autoroute associée à la percée d'un tunnel au col de l'Echelle. L'opposition des agriculteurs a suscité un léger recul : on se contenterait d'une voie express.

Un projet d'équipement touristique à la faveur de la liaison rapide créée par la voie express a vu le jour : créer une station de luxe franco-italienne où pourraient venir les touristes. Le projet dont l'ampleur a été un peu réduite à cause de la mobilisation, prévoit d'équiper en télécabines les cirques en encorbellement de la moyenne vallée, soit 1,5 Milliards de NF, vu les difficultés d'accès. Les habitants, soutenus

par l'association des amis de la Névachie (1), seraient bien plus favorables au développement d'activités respectant le site et la vie locale : ski de fond, randonnée, camping, tourisme, gîtes ruraux etc...

Les technocrates et jeunes loups de la majorité comme Dijoud, n'ont bien sûr pas engagé l'ombre d'un « dialogue » avec la population. Un responsable de l'équipement a même admis que le projet n'était pas indépendant de certains « groupes de pression ». Signalons aussi que parmi les personnes qui travaillent sur le projet figure un responsable de l'aménagement de la montagne employé par la municipalité PS de Grenoble. La lutte des agriculteurs et des habitants s'organise sur la vallée en liaison avec les Amis de la nature italiens.

Correspondant

(1) les Amis de la Névachie, 11 avenue Président Forgue 05100 Briançon

inprecor

correspondance de presse internationale

N°51 13 mai 1976

ITALIE

Les élections anticipées

Livio Maitan

GRANDE-BRETAGNE

Après le départ de Wilson

interview d'Alain Jones

INDE

Le budget de l'année 1976

M. Naveed

VENEZUELA

Politique et Pétrole

Gonzalo Gomez

ARGENTINE

La répression s'accroît

PORTUGAL

La capacité de riposte

A. Udry - Ch. Michaloux

ESPAGNE

Arias Navarro: une voix

d'autre tombe

JAPON

A bas le gouvernement Mikoi

INPRECOR 76 rue Antoine Dansart - 1000 Bruxelles - Belgique
Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires: FF 80; FS 45; FB 650; Scaen 12
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion: \$24 par an. Pour les autres pays, l'adresser à la rédaction.
Pour tout règlement (sauf la France): Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Daily 1030 Bruxelles - Compte courant n°210-0320173-28
POUR LA FRANCE: libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante: ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL

Après la finale de rugby à XV

Béziers a perdu, mais...

QUEL ENTRAÎNEUR !

Stade de Sauclière, jeudi après-midi. Depuis vingt minutes, les gros gabarits travaillent leur force de pénétration, ce qui consiste à percuter, épaule en avant, ballon sous aisselle et tête baissée, six paquets de pneus disposés en quinconce. Le père de cette méthode, Raoul Barrière, prof d'éducation physique dans le civil, critique : « Michel, la gonfle mieux protégée, change d'épaule », encourage : « plus sec, Alain », commente : « soudés les gars, en relais » tandis que les piquets rembourés qui symbolisent les joueurs adverses oscillent sous les coups de boutoir.

Après la percussive des piquets, le test du joug : trois joueurs poussent sous un harnais soutenu par cinq autres. « Plus basse la tête de mêlée, faudra me les soulever ces Agenais. Richard et Michel, attention à la synchronisation, c'est un client, Bénésis ». Le carré des retraités qui assiste à cette ultime mise au point avant le grand match, opine aux sages propos de l'entraîneur : accoudés sur la balustrade, le dos au soleil parce qu'il fait vent du nord, ils me mettent au courant : « Barrière ? Sans lui, plus d'équipe, beaucoup plus qu'un entraîneur, un penseur du rugby ; pas de fariboles, du sérieux, de la réflexion, le même départ au fond de touche répété cent fois, les joueurs durcis par un entraînement sévère... aujourd'hui c'est de la rigolade, il ne les fatigue pas avant le match... Oui, un penseur qui a refusé d'entraîner l'équipe de France parce qu'on ne lui garantissait pas l'obéissance absolue des sélectionnés » Un penseur doublé d'un meneur d'hommes, n'en doutons pas.

Justement, un qui n'en doute pas : Pierre Brousse, sénateur-maire de Béziers : « quand je venais saluer l'équipe un soir de novembre à la gare avant son départ pour St Jean de Luz, je savais que dans la tourmente qui menaçait alors le vaisseau ASB, Raoul Barrière

saurait le ramener au port... et nous voici aujourd'hui, six mois plus tard, honorant un quatrième titre de champion de France ». Le sénateur-maire rendait ainsi hommage à l'entraîneur de l'équipe. Mais dans un même temps, Jojo Mas, PDG d'une entreprise de bâtiment et président du club s'acheminait vers une banqueroute frauduleuse de cinq milliards et la prison... Une situation qui, dans l'esprit du sénateur-maire présentait beaucoup plus d'inconvénients pour le club que pour les 1500 travailleurs mis au chômage. Les travailleurs se sont débrouillés comme ils ont pu, mais le club a été

sauvé. Et l'entraîneur acheta un terrain dans le parc de la Gajonne, propriété de la ville pour y faire construire un pied-à-terre... Un bon élu local doit savoir choyer un nouveau notable.

Des qui se sentent pas choyés, ce sont les élèves du professeur d'éducation physique : ni pédagogie, ni patient, l'éminent entraîneur. Une vedette par classe pour montrer les mouvements, tandis qu'assis sur un banc crâne rasé et bedaine sur les genoux, le penseur du rugby se gausse des maladroits, des pas-sportifs, des tristes et des chevelus... Avec une certaine tendance à la brutalité : le

genre *Beauf* qui sait y faire avec les jeunes... Curieusement, le journal du PC, *La Marseillaise*, glorifie pratiquement autant Barrière que les canards sportifs...

Penseur sur les terrains de rugby, notable choyé en ville, éducateur redouté au lycée : « ce sera dur de le rééduquer », pronostiquait plein d'espoir un lycéen du comité de lutte...

Correspondant



Les 5 et 6 juin

La fête de Lutte Ouvrière

C'est à Mériel, à 30 kilomètres de Paris. Dans un terrain que les militants de « Lutte Ouvrière » ont entièrement aménagé avec un travail acharné qui a donné des résultats excellents.

On s'y rend en car : des départs sont organisés depuis la porte de la Chapelle. Mais aussi depuis les villes de province : Bourges, Vierzon, Orléans, Tours, Grenoble, Lyon, Saint-Etienne, Nantes, Saint-Nazaire, Rennes, Bordeaux...

Et là-bas, pendant deux jours, on y trouve :

Des orchestres de jazz, de la musique classique, des orchestres de pop. Il y aura presque en permanence du théâtre, des mimes, des sketches. Avec : samedi, Maurice Fanon et Yvan Dautun ; dimanche, Colette Magny et lundi, Guy Bedos.

Et cette liste n'est pas complète.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

les temps modernes

LE PROCES CHAMPEIX

Le procès intenté par le D^r Champeix, à l'intersyndicale de Jussieu qui lui avait reproché de « ne pas réunir les conditions d'objectivité » en ce qui concerne l'évaluation des dangers de l'amiante, s'est tenu le vendredi 21 mai à Paris.

Les témoignages des ouvriers de Ferodo et d'Amisol vont à l'encontre des déclarations léni-fiantes que le P^r Champeix a fait publiquement à plusieurs reprises. On lit ainsi, dans le communiqué de presse que nous a fait parvenir l'intersyndicale :

« Les sacs sont déchargés, ouverts, vidés, sans protection suffisante et l'amiante est même maniée à la fourche ! Un travailleur montre son masque qui contient encore de l'amiante à l'intérieur. Ces travailleurs n'ont jamais été mis en garde contre les dangers de l'amiante. Les ouvriers ont aussi signalé les vestiaires où (lorsqu'ils existent) les vêtements de travail contaminent les autres... »

La veille du passage des médecins dans un atelier (tous les 3 mois) le local est nettoyé et quand il est fait des prélèvements on ne donne pas les résultats chiffrés aux ouvriers.

Lors de la déposition des témoins d'Amisol, M. Champeix reconnaît être responsable de l'Association interprofessionnelle des médecins du travail du Puy-de-dôme et à ce titre effectuer la 2ème lecture des radiophotographies systématiques. Il reconnaît que sur ce format 7 x 7 cm on ne peut dépister l'asbestose. Les radiographies de taille normale ne sont effectuées que très rarement, idem pour les explorations fonctionnelles respiratoires. »

Le jugement sera vraisemblablement rendu à la mi-juin.

• Le mardi 25 mai de 18 h à 24 h, au théâtre de Grenoble se tiendront : 6 h pour l'écologie, 6 h pour la vie.

Cette soirée est organisée par l'association pour la protection de l'environnement de la région grenobloise.

Le bénéfice en sera remis intégralement à des comités de lutte : pour l'occupation de Malville, pour acheter des parts du GFA (Groupement Foncier Agricole) de Braud-St-Louis, pour soutenir les luttes à Grenoble, Progil en particulier. Au programme : Folk, chansons, cinéma, information militante sur Braud St Louis, Neveche, Vaumelh, Progil, Malville. Prix unique : 10F. Buffet et buvette biologiques.

• Le 28 mai, le MRAN de Chalon, doit tenir son assemblée générale, 46 grande rue à 20 h 30. Rappelons que c'est près de Chalon, à Grigny, que doit se construire l'usine COREDIF.

• Huit militants du CLIN (Comité local d'information nucléaire) ont été inculpés au titre de la loi anti-casseurs, pour leur participation à une journée d'information sur le remembrement, à Kergrist (Côtes du Nord).

• Dans le cadre de la campagne « anti-outspan », projection-débat du film : *La fin du dialogue*, mardi 25 mai à la Maison de quartier de Toulouses-Cergy-Pontoise, à 20 h 30.

• Mardi 25 mai, le centre des CEMEA de la Houblonnière organise une journée sur le thème : les travailleurs sociaux et la justice. 10 avenue Péchon, Phalempin (59 133).

sur le dossier Agret

LE NOIR DOSSIER DU COMMISSAIRE DELARUE (2)

Car ce sont tous des hommes honorables...

Ne retenir que les arguments susceptibles de charger Roland Agret, négliger soigneusement les autres, solliciter les procès-verbaux au point de

leur faire dire le contraire de ce qu'ils disent : telles sont, on l'a vu hier, les méthodes du commissaire Delarue.

Pour Delarue, Agret est l'instigateur du meurtre de Borrel. Il en est peut-être le participant actif. Les déclarations de Bendjelloul et Santelli sont le produit d'une machination *rocambolésque*, montée aux Baumettes par Roland Agret assisté de Dominique Calzi, alias Patrice Chairouff (l'auteur de B... comme Barbouzes).

Partant de là, Delarue monte un scénario ou la hargne contre Agret l'emporte contre les plus criantes évidences.

Pour lui, la participation du SAC à cette affaire est tout bonnement impensable. Un individu aussi mystérieux que Guy Samergue est cru, sur sa bonne parole, quand il déclare n'être pour rien dans le règlement de compte d'Orthoux, alors que plusieurs témoins soulignent les liens avec Borrel et Santelli. Plus grave : le commandant Deville, responsable du service d'ordre du SAC à Marseille est défini par Delarue comme un *homme parfaitement honorable*, actuellement directeur d'une société de grains et

riz. Honorable, Deville l'est forcément... puisque Deville le dit. Et d'ailleurs il n'a jamais été commandant, mais matelot-fourrier. Il n'a jamais eu de très grosses responsabilités dans le SAC de Marseille... juste, un peu la direction du service d'ordre de cette organisation musclée. Son compère Rossi, membre du SAC sur Marseille, se souvient à peine de lui. « Je connais bien un monsieur Deville qui devait être secrétaire ou trésorier... » Pour apprécier le piquant de cette déclaration, il faut savoir que Rossi, tenancier d'une boîte de nuit et, dit-on, un peu proxénète, a été pendant toute une époque responsable de l'épuration du SAC sur Marseille. Il le reconnaît lui-même. Mais ces énormités n'émeuvent pas Delarue. A aucun moment il ne lui vient à l'esprit de mettre en doute l'honorabilité de ses interlocuteurs. Jobard ou complice ? La réponse dans tous les cas est inquiétante.

Incrédule, Delarue l'est par contre, quand il s'agit d'un Bendjelloul. Dame ! un détenu. Et affabulateur

en plus. Cet homme ne prétend-il pas avoir participé à une expédition punitive à Romans organisée par le SAC, à laquelle Deville participait ? Mais Bendjelloul ment, Delarue en est certain : Bendjelloul, argument massue, n'a même pas le permis de conduire !... ce qui l'empêchait d'aller régler des comptes à Romans, mais pas de servir de chauffeur à Deville à l'époque où cet homme honorable *contrôlait* les opérations électorales à Marseille. Mais quand Deville dit qu'il n'a jamais été à Romans, il faut le croire « il est certain, commente Delarue, qu'il dit la vérité ». Comment en effet mettre en doute la parole d'un homme qui dirige le SO d'une organisation qui en dix ans a vu 182 de ses militants à la barre des accusés ?

Pour Delarue, l'affaire est claire, les rétractations des témoins, pour peu qu'elles aillent dans le sens d'une mise en cause du SAC, sont obligatoirement des machinations. Agret est un spécialiste de l'esbrouffe. Il s'est trouvé un allié de

choix en la personne de Dominique Calzi.

Calzi, présenté par Delarue comme *conseiller technique* des machinations d'Agret a, certes, un rôle plus que trouble en cette affaire. Comme en certaines autres d'ailleurs. La liberté d'action dont il semble avoir bénéficié aux Baumettes est surprenante. On le trouve souvent dans l'entourage de détenus *intéressants*. Il semble, en tout cas, que Calzi ait dit à Delarue tout ce que ce dernier avait envie d'entendre ; et qu'il en a même rajouté. Merveilleux témoin en vérité que ce témoin aujourd'hui libre comme vous et moi.

Témoin de choix également que Claudius Courtois, ancien détenu, qui accredité la thèse de la machination d'Agret. Courtois, qui, selon la rumeur publique, vient de se voir opportunément arrangé une affaire d'interdiction de séjour. La même rumeur, insistante, prétend que Delarue y a joué un rôle...

JF-VILAR

peinture

Deux peintres, Télémaque et Buri, représentant deux mondes et deux formes d'expression différents, sont exposés en ce moment au Musée d'art moderne de la ville de Paris. Une présentation des œuvres du photographe David Harali complète cette exposition. Nous avons interviewé Hervé Télémaque, peintre d'origine haïtienne. Il se raconte...

LES « PASSAGES » DE TELEMAQUE

Que penses-tu de l'art engagé ?

J'ai peint en 1965 un seul tableau en rapport direct avec la politique. Au moment de l'invasion américaine en Dominique (à l'est d'Haïti) pour renverser Juan Bosch, je trouve dans un magazine, la photo d'un marin fabuleusement équipé mais peureux. J'ai ridiculisé ce marin, dans la colère, naïvement. Gros succès, de l'Humanité au Figaro. Je me suis méfié, j'ai compris la carrière facile qui m'attendait. Passer ensuite au Vietnam, etc. un artiste n'est pas une machine à produire une succession de bons sentiments, aussitôt récupérés.

Tes travaux représentent maintenant une série d'objets décortiqués, déplacés de leur contexte, susceptibles d'être chargés de tout sens, ou signification possible. Ils ne sont pas indépendants de relations sociales. Perturber, pervertir ce système, c'est se réapproprié une relation différente aux objets.

Mon problème avec les objets se passe au-delà. Je les accepte tels quels, ils constituent une sorte de paysage de notre vie à l'intérieur de la société de consommation. Il est intéressant de voir comment ces objets nous parlent au niveau de l'inconscient. C'est pourquoi j'ai fait appel à des objets quotidiens, proches : canne (locomotion, difficulté de locomotion), gaine ramassant l'idée de désir, sifflet nous ramenant au cri, au premier chant (respiration sifflante). Mon propos n'est pas de mettre en cause la société de consommation... Que cet envahissement soit pour moi quelque chose d'angoissant, c'est certain, mais une certaine histoire des activités humaines passe à travers eux... Et je pense que l'inconscient peut se figer, se mettre à fonctionner à partir de cet ensemble de formes. Mais la tentation de représenter des objets était facile. Il s'agit d'étendre cet objet à d'autres par allusion, par une suppression de

l'illusion picturale. Au trefois le spectateur s'enfonçait dans l'espace illusionniste de la toile. La chaise de V.V. Gogh est toute proche de nous. Il vaut mieux aujourd'hui s'en tenir au minimum d'illusion, articuler un espace fictif, basculer tous ces objets vers le spectateur. Je désire être concret.

L'espace conventionnel de la toile

Cela est illustré par l'évolution de la forme de tes tableaux (triangulaire, ronde)...

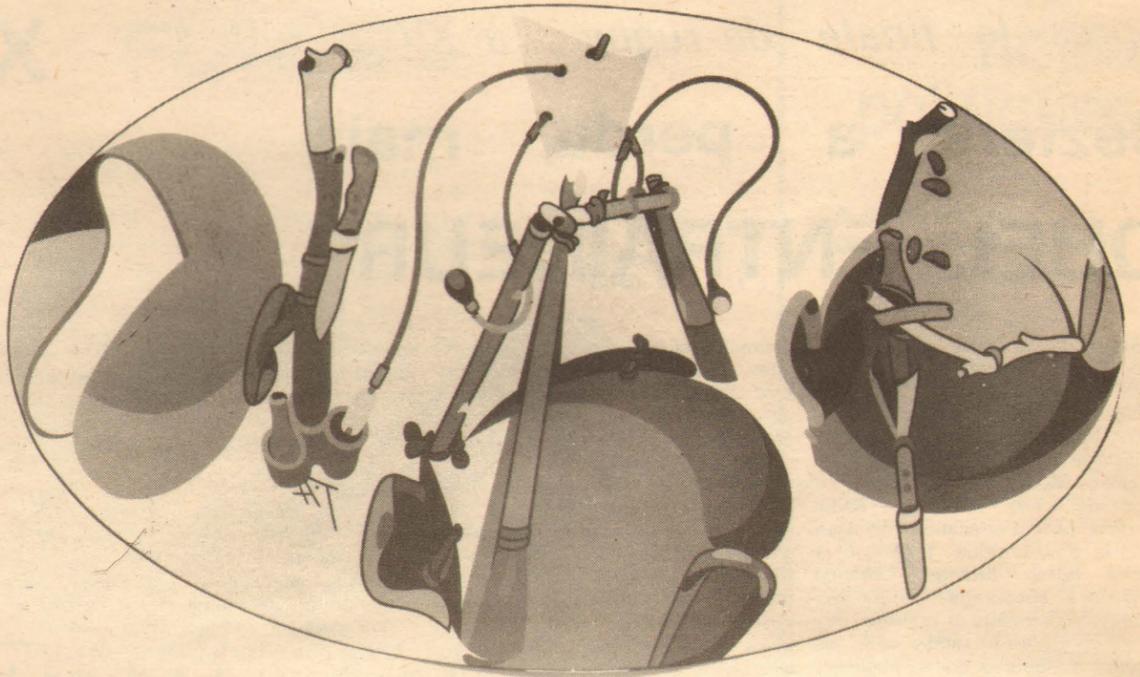
Même à certains moments, j'ai peint des objets qui déterminaient la forme du châssis : un poids par exemple. Il y a potentiellement dans mon travail cette pulsion vers ça. L'objet que je représente, paradoxalement va finir par miner la réalité de cet objet. Idéalement, je voudrais arriver à ça ; mais comme j'ai besoin de tension entre tel objet et tel autre, si je veux rendre aussi le sol du regard instable, j'ai encore besoin de cet espace conventionnel de la toile. Mais il ne faut pas oublier que cette surface reste fictive, ne renvoie pas à l'espace réel (paradoxalement imaginaire pour le spectateur).

Peux-tu présenter ton cheminement du surréalisme à ton travail actuel ?

J'ai commencé à être influencé par A. Gorky, lui-même sorti de Miro, Matta, Picasso. Chez Gorky, il y a vraiment un grand rêve automatique réalisé. C'est un grand chef d'orchestre. Il a profité du travail de beaucoup d'autres peintres. Cet homme douloureux a vécu une sorte de bonheur automatique... Mais très vite dans mon cas, ma pratique automatique s'est ramenée à un ensemble de formes obsessionnelles (boules dentées, membranes obscènes s'étirant à l'infini), mon inconscient se révélant monotone. Il fallait tenter quelque chose. Il y a dans l'automatisme un écueil épouvantable, et il est clair pour moi que je fonctionne mieux dans l'impureté.

Composer perfidement

Il y a aussi l'exemple de Kandinsky qui n'arrive pas longtemps à s'en tenir à cet état de virginité nécessaire. J'ai donc choisi l'autre voie du surréalisme cernée par Chirico, Duchamp, Magritte. Le dessin de Chirico est comme angélique, celui de Duchamp condensé au possible, le visible chez Magritte étant bien plus surprenant que les fantaisies appliquées, artificielles des autres. J'ai compris le parti à tirer de apparences, d'une représentation neutre, anonyme. Cela m'a amené comme d'autres peintres de ma génération, vers 1960-62 à



« En faisceau, la vérité est rouge »

m'intéresser à la publicité, à ce flot d'images dans les magazines, dans les catalogues d'objets à vendre. Il y avait là toute une mine d'informations, la représentation de cet ensemble de formes pouvant stimuler une pensée. J'ai employé à ce moment-là l'épiscope (sorte de projecteur), car il permet de composer. Composer en utilisant des représentations données dans un espace-collage. C'était nouveau, amusant. J'ai appris ainsi à composer, perfidement, à m'occuper beaucoup de ma surface, des tensions dans ma surface; nouvel échec : au bout d'un certain temps je m'aperçois que j'ai perdu confiance en ma main, ce qui, pour un peintre est quand même effrayant ; être dépendant d'une machine pour se mettre à fonctionner. J'ai donc arrêté et commencé à faire des objets qui sont en fait des parodies de tableaux : ces voiles étroites, maigres (appelées « Petit large » « Grand large », etc...). Avec ces objets-voiles, réalisés en 1968 (j'avais de grands doutes sur le commerce de l'art, le marché culturel : quoi ajouter de plus, le marché culturel valant l'autre ; c'est la même plus-value espérée), je tentais au fond une grande charge réductrice contre le tableau. Toile : voile, un ailleurs niais, poétique. La poésie est un refuge, le tableau est une évasion, décorative, à vendre.

La série des Passages

Je me permets ici une parenthèse politique. Tu as remarqué l'extraordinaire inflation créatrice, culturelle depuis 1968 ? De plus en plus de livres, d'expositions ect. répercutés par les médias. Je crois que le pouvoir y gagne, la machine culturelle fonctionnant, les gens consomment. L'artiste forcément passif politiquement, a intérêt à limiter les dégâts ; qu'il fabrique un nombre d'objets nécessaires à son articulation mentale ou psychologique, je veux bien. C'est ce que je fais moi-même, mais aller au-delà complaisamment, on risque sa peau, je veux dire sa lucidité.

J'ai eu vraiment la tentation d'arrêter. Après ces objets maigres masochistes parodiant la toile, il y a eu les cannes constituant la série des Passages. Une canne est sans intérêt plastique, mais en même temps qu'elle condensation ! Ayant abandonné l'épiscope, j'ai retrouvé peu à peu ma main, une main moins retenue, plus généreuse, et le plaisir dans un territoire à moi : le tableau. J'aime ce mot tableau ; le monde est un tableau, riche d'enseignement. Bien sûr, je prends le maximum d'informations. Je procède toujours de la même manière, j'ai besoin de plein de photos de journaux dans l'atelier (exemple : la place de Tananarive, où il y a eu le grand massacre ; cela

peut donner un tableau loin de toute violence).

« Papa Doc est présent en moi »

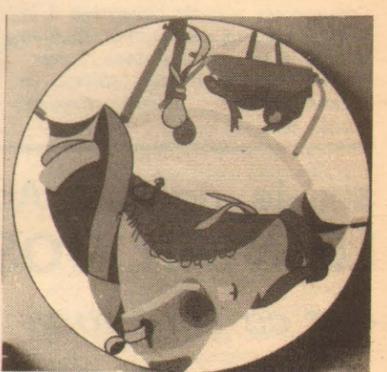
J'ai besoin de cette information visuelle schématisant le monde. Et là, j'ai un grand plaisir qui a pris le dessus. Mon espoir, c'est qu'à la fin de toute activité, je serai capable de tracer une sorte d'auto-portrait : qui je suis, comment j'ai été ? Et forcément, il y a derrière cela un contenu moral et politique. Je ne pourrais envisager ici (ou je suis un travailleur au noir, privilégié, mais au noir quand même) d'activité politique, mais à Haïti. Il y a dans toute ma peinture des choses lancinantes comme ça. Si j'éprouve le besoin d'écrire de nom d'Amin Dada, c'est que Papa Doc, Baby Doc sont présents en moi. Je n'arrive pas à oublier ma petit île, tout en restant dans un no man's land politique. Je sais qu'il y a en moi deux hommes ratés : un poète et un homme d'action.

Une enfance sans objets

Un autre rapport entre ces objets et toi-peintre inscrit dans la société capitaliste occidentale, mais originaire d'un monde colonisé, domine culturellement, Haïti. Ton univers d'objets serait...

L'univers du sous-développé qui regarde avec fascination cette profusion-là, c'est certain. La fraîcheur de mon regard est liée au fait de mon enfance moins chargée d'objets que vous ; ma naïveté me sert.

Il y a un autre point naïf qui soutient mon travail : mon autobiographie, qui éclaire tous ces objets que j'énumère dans mes tableaux. Pour moi un simple fromage de Hollande est « gorgé de sang », je lui ajoute un manche pour arriver au lait, à la vache, enfin à la pièce de viande dont, il me vient à l'esprit qu'enfant j'étais incapable d'en manger. D'où mon peu d'inquiétude d'un sens, d'une lecture immédiate. De toute façon, tout pervers combat le monde par sa perversité.



BURI

Après avoir fait du « Pop » français, Buri s'est remis à peindre comme les impressionnistes : en allant dans la nature, avec ses pinceaux et ses cartons. Mais ce qu'il nous montre, ce n'est pas l'œuvre finie, c'est toutes les étapes qu'il y a de « l'objectif » (la nature) au « subjectif » (l'œuvre) ; il accentue cette mise en pièce du procès artistique en exposant non pas une, mais les œuvres possibles : ainsi dans la série des Monet, nous sont proposés les différents « Monet » possibles : impressionnistes, salonards, genre Buri même, etc.

Tout le travail préparatoire se reconstitue : l'artiste dans la nature faisant ses croquis, les instruments qui sont utilisés entre autre sa palette, qui elle se décompose en palette outil/palette paysage.

Buri se présente lui-même dans le cadre où il opère : une gigantesque maquette en carton-pâte où tout est reconstitué jusqu'à l'arc-en-ciel. Comme il dit lui-même : « je me suis donc mis en scène pour m'adonner à cette activité dérisoire de rendre en peinture ce que la nature fait d'une manière inimitable ».

D. HARALI

Comme tout photographe, Harali se promène à travers le monde, captant de ci de là des instants, des états (animaux ou sculpturaux) aspirés et isolés de leur contexte quotidien. Paysages, personnages sont présentés sous leur aspect le plus cru, donnant par là-même un sens réel où sont bannis tout maquillage, tout pittoresque de mise ou de mine, toute volonté « photographique ». Cette nudité voulue ne fait que renforcer la beauté de ces photographies. « Il y a dans ces corps, ces visages qui ne se dressent pas, ne se blindent pas, un mouvement, un aller, une dérive, un égarément léger, émouvant. » (Hélène Cixous).

G.L.

DISCO BIRD
POP 10F
JAZZ 33^e à partir de 6F
Classique 9F
IMPORT 13F
10, rue Git-le-Cœur, Paris 6
tel. 033 24 12

prise de parole



A la suite de l'article de Denise Avenas sur la Dernière femme, le film de Marco Ferreri (voir Rouge du 5 mai), nous avons reçu un abondant courrier. En voici aujourd'hui une première livraison. Trois lettres unanimes : l'analyse de Denise Avenas était très réductrice, face à la richesse du film. Trois lettres de femmes- et d'un homme- qui

refusent de voir un simple phallocrate en Gérard, le héros du film, celui qui finit - vous en avez certainement entendu parler - par se trancher le sexe avec un couteau électrique. Trois lettres qui peuvent permettre d'ouvrir le débat sur les rapports hommes-femmes aujourd'hui. Nous en publierons d'autres dans les jours qui viennent.

Deux langages qui ne se rencontrent pas



Valérie (Ornella Muti), Gérard (Depardieu) et le petit Pierrot :

Deux langages qui ne se rencontrent pas...

Je ne partage pas l'analyse de Denise Avenas du film de Ferreri.

Si ce film la culpabilise, il est grand temps pour elle de se défaire de son âme charitable de femme, et d'envisager les problèmes que posent nos revendications d'une manière plus politique et moins sexiste.

A aucun moment, le film n'occulte l'oppression infernale de Valérie, tant sur le plan de ses rapports avec Gérard, qui au début du film sont encore grandement des rapports de dépendance et de soumission, que sur le plan de son rapport au geste et à la parole, qui à la fin du film éclate et s'émancipe en partie. Rien n'est épargné pour montrer sur un grand écran l'insupportable réalité de l'égoïsme et de l'égoïsme masculins...

S'il y a une chose dont Valérie est responsable, et de cela je revendique aussi de l'être, c'est de la prise de conscience de Gérard. Je bondis quand je lis que c'est martyrisé par les exigences de son sexe que Gérard le coupe. C'est simplifier à bon compte le problème, c'est une interprétation digne des

sexistes les plus convaincues ! Si la douleur de Gérard et ses lamentations se ramenaient à celles de devoir bander dans le vide, alors effectivement D.A. serait en droit de dire « faut-il que nous subissions, outre notre propre oppression, les contre-coups de la leur ? ». N'y a-t-il aucune douleur commune, aucune rencontre possible entre ce continent de sensibilités muettes et écorchées que sont tant de femmes et celui de virilités bavardes et aveugles que sont tant d'hommes ? La souffrance de Valérie, ça n'est pas simplement l'oppression qu'elle subit de Gérard, pas plus que celle de Gérard n'est de ne pouvoir baiser en paix, la douleur du couple c'est aussi ces deux langages qui ne se rencontrent pas : le sexe de Gérard lui cache Valérie. Et qu'alors D.A. ne dise pas que pour Valérie, le mouvement des femmes est une issue, car enfin c'est aussi pour être comprises que nous réapprenons la parole ! Le mouvement des femmes n'est pas une autre paradisique où nous cessons de souffrir des hommes et des femmes, une bulle hors du système.

Ferreri démontre simplement que hors l'orgueil du phallus, pour l'homme, la planche de salut est étroite.

Gobinette

Un coup de poing

Je voudrais, préalablement, que les choses soient claires. J'écris en tant que femme, convaincue que les femmes sont victimes de la domination exercée par les hommes depuis des siècles, convaincue aussi de la nécessité d'un combat féministe politisé.

Je partirai du point de vue sur lequel j'us d'accord : le personnage de Gérard est attachant, même s'il est un phallocrate odieux, un être grossier et égoïste, il prend conscience du tragique de sa situation. Il sait que, privé de sa puissance sexuelle, il n'est plus rien. Mais je ne pense pas que Ferreri ait voulu nous apitoyer sur le sort de cet homme.

Cinéaste de l'excès et de la démesure, il a fait de son film un véritable coup de poing que l'on reçoit brutalement... C'est tout simplement un fait qui nous est montré, sous un éclairage cruel, comme une espèce de réalité historique. Je ne crois pas que Ferreri nous demande de prendre en charge les hommes comme de « grands enfants malheureux »... Cette femme qui se cherche, qui se voudrait libre, a été embarquée dans le même drame de la solitude à deux, de l'in-

communication. Ni elle, ni Gérard n'arrivent à s'exprimer, à poser leurs problèmes. Le silence est aussi une grande force conservatrice de notre société ! Il est bien évident que le metteur en scène ce n'est pas Valérie qui accule Gérard à la castration. Ce personnage démesuré est arrivé au bout de sa logique en une lente dégradation dont il prend conscience pas à pas. Son geste final est une sorte de suicide qui prend la forme d'un cri lancé à la face de tous. Il a tenté sa chance à l'intérieur de son système avec « la dernière femme ». Il ne nous est pas dit qu'on ne peut pas inventer autre chose, mais cela n'est pas le sujet du film... Je défends ici Ferreri dont le film est beaucoup plus riche que ne le suggère Denise Avenas et pas seulement axé sur « le triste sort des mecs ». Il s'agit bien des hommes et des femmes, tragiquement séparés, étrangers... La dernière femme a profondément remué en moi des problèmes qui concernent les femmes autant que les hommes. J'ai été déçu par l'article de Rouge. Il me semble qu'il analyse très partiellement le film et l'enferme dans une orientation par trop monolithique

Le sexe-obstacle

Nous avons éprouvé un certain malaise à la lecture de l'article de D.A., elle écrit en substance : Gérard est un super-phallocrate-elle le démontre-qui, le jour où il s'aperçoit que le monde a cessé de tourner autour de sa queue, se la coupe. Elle termine en se demandant si le film n'est pas destiné à donner bonne conscience aux hommes en culpabilisant les femmes.

Reprenons : Gérard est un paumé, un oppresseur certes, mais aussi un pauvre type crevant de solitude dans le décor de Créteil... Comme tout Don Juan ou dragueur de choc, il est incapable d'établir une relation avec une femme. Valérie, elle aussi est perdue... C'est bien sûr elle l'opprimée, qui bouleverse tout dans la structure du couple, et bien qu'elle avance à l'aveuglette, sans parvenir à expliciter comme elle le

voudrait sa demande, ses désirs, elle parvient à entraîner Gérard de force. C'est là que D.A. passe à côté du film : à la fin, ce n'est pas parce que son sexe n'est plus le centre du monde que Gérard le tranche, c'est parce qu'il a senti qu'il est devenu un obstacle dans l'établissement d'une relation différente avec la femme.

Pour n'avoir pas vu cela, pour être resté à la simple haine du phallocrate, pour n'avoir pas su faire la différence entre un salaud et un paumé, l'article de D.A. est inquiétant... On peut regretter en outre son ton et sa conclusion, car la logique de tout cela peut mener directement à des positions anti-meccs.

Elisabeth et Alain

télévision



- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.45 Restez-donc avec nous Une émission qui ne mérite sans doute pas son nom ! Un feuilleton sur Vidocq (14.30), l'hôtellerie, le tourisme, un autre feuilleton un magazine culinaire. Abandonnez-donc cette tranche horaire de TF 1 !
- 17.30 Trente millions d'amis
- 18.05 Pour les jeunes
- 18.30 A la bonne heure Justice et environnement
- 19.05 Château espérance
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Alors raconte
- 20.00 Jopurnal
- 20.30 Le grand dictionnaire de la chanson
- 21.35 ces années-là : 1961 (cf. Ce soir sur TF 1 et l'A 2)
- 22.20 De vive voix a-t-on toujours besoin d'un père. Un thème et des auteurs : Patrick Cauvin, Jean Santacrose, Marie-France Guillemette, Lucie Faure... Ça vous inspire ?
- 23.20 Journal



- 14.35 Aujourd'hui madame
- 15.30 Le fugitif (série américaine)
- 16.30 Aujourd'hui magazine
- 17.45 Fenêtre sur...
- 18.15 Si les français n'étaient pas venus imaginez la voie de Philippe Clay (grave...) concernant la guerre d'indépendance de l'Amérique : c'est tout ce que l'A 2 a réussi à déguster pour « célébrer » le bi-centenaire des USA.
- 18.30 Journal
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Y'a un truc
- 20.00 Journal
- 20.30 Les dossiers de l'écran Pétain (un sujet qui ne pouvait manquer de nous inspirer l'un de ces petits billets dont nous avons le secret ! Ce soir sur TF 1 et A 2).



- 18.45 Pour les jeunes
- 19.05 Programmes régionaux
- 19.20 A ctualités régionales
- 19.40 Tribune libre : rassemblement de la jeunesse française et européenne qu'est donc allé faire Claude Kroes (journaliste de L'Humanité) dans cette galère qui sent le libéralisme multisé ?
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30(venture [Barbe—œUventure œBarbe noir le pirate Un film d'aventures, réalisé par Raoul Walsh (1952), honnête, sans plus. Un barbe noire qui n'a rien à voir avec la bande dessinée du même nom.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

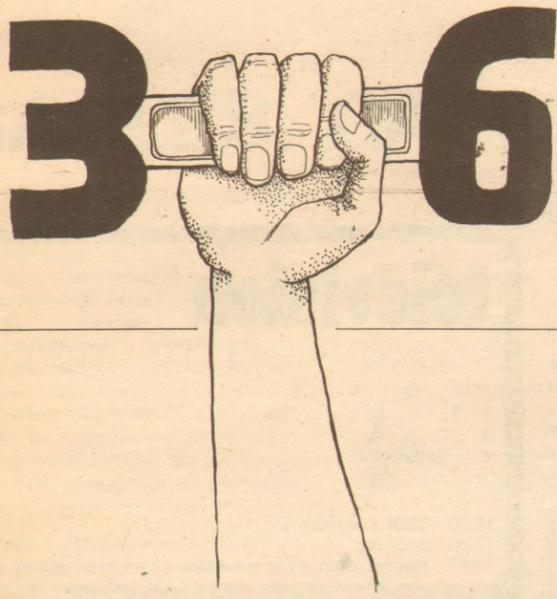
— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

— Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Benšaid, sans aucune autre mention.

— Pour les plis fermés et l'envoi par avion écrire au journal.

— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.

— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.



CHRONIQUE

de JUIN 1936

continuités politiques s'affirment chaque jour. L'objectif que s'assignait le PC en 36 était de « réhabiliter la démocratie en la transformant » et de créer « une démocratie nouvelle ». Quelle différence avec la « démocratie avancée » prônée aujourd'hui ? par ailleurs « l'exercice du pouvoir », thèse chère à Blum, répond parfaitement à la philosophie de Mitterrand. On a compris qu'il s'agissait de la gestion du régime existant.

Juin 36 a remodelé les organisations ouvrières et a engendré le mouvement ouvrier moderne. Ceux qui refusaient contre toute évidence, de reconnaître que c'était une authentique situation révolutionnaire, exprimaient seulement leur rejet de la révolution et s'y opposaient de toutes leurs forces. Oui, la révolution avait commencé... et la gauche traditionnelle s'était ligüée pour la faire avorter. Les enseignements qu'on doit en tirer se retrouvent dans notre programme et inspirent notre combat.

Au lieu de présenter une simple synthèse, l'arme du Quotidien nous offre la possibilité d'une approche plus ample et plus concrète de l'histoire. La chronique de Juin 36 qui paraîtra, à partir de ce jour, sera faite d'un ensemble d'articles de témoignages, de documents et de contributions très diverses qui s'échelonneront sur plusieurs semaines. Seront d'abord évoqués les événements qui ont conduit à la création du Front Populaire et la période allant de la victoire électorale du 3 mai au déferlement de la première vague des grèves avec occupation. Puis suivront une série de témoignages sur les luttes et des études sur les combats des paysans, sur les femmes, sur la question coloniale, sur les transformations de la C.G.T pour n'en citer que certaines. Divers points de vue s'exprimeront sur les enseignements et les perspectives. Nous serons également attentifs à la réaction de nos lecteurs, à leurs critiques, à leur suggestions, à leurs contributions.

André DURET

Il ne s'agit pas de sacrifier à un rite, de commémorer un fait d'armes, de nous tourner vers le passé. Quarante ans cela paraît proche à certains et c'est très loin pour les jeunes. « Certes précise Trotsky, il faut que la nouvelle génération apprenne à chaque pas de sa propre expérience — mais non pas depuis le début, ni tout, mais pour ainsi dire en suivant un cours accéléré. Une grande tradition vit dans ses os et l'aide à choisir son chemin ». Ce qui importe c'est que Juin 36 est une date de référence éminemment présente dans notre réflexion et nos débats sur les luttes à venir. Il ne saurait être question, évidemment d'assimiler les situations ni de confondre les époques. Le monde a été bouleversé de fond en comble et les rapports de force se sont profondément modifiés à l'avantage de la classe ouvrière. Mais combien de similitudes demeurent. De Thorez à Marchais et de Blum à Mitterrand les

La genèse du Front populaire

1) Les journées de février 1934

Les deux années de gestation du Rassemblement Populaire (nom officiel du Front Populaire) sont marquées par trois dates essentielles qui permettent de cerner la nature de cette alliance anti-fasciste et l'ambiguïté de ses objectifs.

1 - Au lendemain du 6 février 1934, devant le danger fasciste, l'unité ouvrière se réalise.

2 - L'unité d'action ouvrière, sous prétexte de rallier les classes moyennes, englobe le Parti radical, principal parti bourgeois, le 14 juillet 1935.

3 - Du 5 au 9 août 1935, devant l'attaque gouvernementale contre le pouvoir d'achat des travailleurs, l'offensive ouvrière, à Brest et à Toulon, prend l'aspect de manifestations insurrectionnelles. Le mouvement est isolé par les appareils des partis de gauche et des syndicats qui ont en vue la prochaine victoire électorale.

Dans les années qui précèdent le Front Populaire, une double crise frappe la France. La crise économique d'abord, qui touche le pays avec un léger décalage par rapport aux grandes puissances capitalistes. Une crise politique ensuite, liée à la situation économique mais propre au système parlementaire. Le jeu de balancier entre les forces de gauche et de droite, dont le parti radical est le pivot, doit subir les assauts de la classe ouvrière et des forces fascistes agressives.

Le système pourrit de l'intérieur et se discrédite aux yeux des masses. Les scandales, indices de l'usure du pouvoir, alimentent la démagogie fasciste.

Les forces fascistes en France n'ont que peu de points communs avec le nazisme, et si elles occupent un temps le devant de la scène politique, c'est en particulier qu'elles bénéficient des divisions profondes du camp ouvrier.

L'issue de la situation politique en France apparaît dans l'alternative suivante : ou la droite autoritaire et fascisante est capable de s'imposer à un mouvement ouvrier désuni, et de rallier ainsi les modérés, ou bien la classe ouvrière réussit à offrir une perspective crédible qui passe par l'union

de ses organisations.

L'offensive des ligues fascistes

L'affaire Stavisky, un financier véreux bénéficiant de protections politiques, va servir de détonateur à l'offensive désordonnée de la droite fascisante. Prenant prétexte du renvoi du préfet de police Chiappe, qui sympathise avec les Ligues, celles-ci appellent, le 6 février, à une manifestation derrière les bannières des anciens combattants. La droite part à l'assaut du Palais-Bourbon pour obtenir la démission du gouvernement Daladier. La manifestation, extrêmement violente, quoique peu coordonnée et sans projet politique clair, atteint son objectif : Daladier démissionne le lendemain.

La riposte ouvrière

Au soir du 6 février, le PCF refuse de recevoir une délégation de la fédération de la Seine de la SFIO, dirigée par la gauche de ce parti, et qui vient lui proposer une action commune. Le 9 février, dénonçant « la fascisation du régime et l'attitude du Parti Socialiste », le PC appelle, seul à manifester

place de la République. On relève 9 morts après les combats acharnés qui opposent policiers et manifestants. La manifestation ayant été interdite. C'est aux cris de « A bas l'union nationale réactionnaire et fasciste proposée par le parti radical et le Parti Socialiste » (Mot d'ordre diffusé par l'Humanité) que les militants communistes s'effondrent sur le pavé.

Vers le front unique

Le 12 février doit se dérouler, à l'appel de la SFIO et de la CGT, une grève générale de protestation contre les Ligues et pour la défense de la légalité républicaine. Le PC, lors de sa manifestation du 9, avait appelé à l'union avec les socialistes, mais contre leur direction. Le problème se pose alors de savoir ce que va faire le PC devant une grève lancée par les « chefs socialistes ». Le 11 février, l'Humanité publie un appel qui, tout en maintenant les positions de principe du PC, appelle à la grève. Le journal précise : « La classe ouvrière condamnera et rejettera avec dégoût les chefs socialistes qui ont le cynisme et l'audace de prétendre entraîner les ouvriers à la lutte contre le fascisme au chant de la Marseillaise et de l'Internationale. »

A 15 Heures, dans un Paris largement touché par la grève, de chaque côté du Cours de Vincennes, à gauche pour les socialistes, à droite pour les communistes, s'ébranlent deux cortèges qui se dirigent vers la place de la Nation. Arrivés autour de la statue, les deux cortèges se mêlent aux cris de « unité ».

Malgré les résistances, les oppositions, les manœuvres d'appareil, une grande riposte unitaire de la classe ouvrière marque le coup d'arrêt à l'offensive des Ligues. Dès lors, les conditions sont réunies pour organiser la contre-offensive des travailleurs. Cependant, le PC attendra plusieurs mois encore avant de signer, le 27 juillet 1934, un pacte d'unité d'action avec la SFIO.

Les journées de février 1934 amorcent, par la défaite des Ligues, l'unité ouvrière. Cette unité se fait avant tout sur la base de l'anti-fascisme, voire sur l'ambiguïté de la défense des institutions républicaines. Il reste à savoir quel contenu va prendre cette alliance...

J.M.B

Prochain article : le 14 juillet 1935 : du Front unique au Front Populaire



Jean Renaud, chef de la Solidarité française. (Keystone)

6 février 1934

à la Concorde...

En cette fin d'après-midi, à 18 h, tandis que les députés reprennent leur place dans l'hémicycle dans une ambiance survoltée, des milliers de manifestants se rassemblent autour de la chambre.

Léon Blum prend la parole et, au milieu des « Vive Chiappe » de la droite et des « Les Soviets » du PC, il apporte le soutien de son parti au président du Conseil, le radical Daladier. Deux heures plus tard, par 343 voix contre 237, la confiance est votée au gouvernement. A ce moment, depuis déjà une heure, les premiers coups de feu ont retenti sur la place de la Concorde.

Depuis le début des manifestations, les différents cortèges éclatés, isolés, tentent de rejoindre le Palais-Bourbon. Croix-de-feu et Volontaires nationaux sont rue de Grenelle (ils feront marche arrière). Camelots du Roy et Action Française débouchent du Quartier Latin. La Solidarité française rejoint la place de la Concorde, après s'être rassemblé sur les grands boulevards. Les Jeunesses patriotes s'avancent à partir de la place du Châtelet. Combien sont-ils ? Plusieurs dizaines de milliers. Ces royalistes, nationalistes, fascistes renforcent les 10 000 anciens combattants regroupés au Grand-Palais, en face, plusieurs milliers d'anciens combattants communistes sont regroupés. Etrange situation ! Les communistes crient contre le gouvernement, les scandales et... les

fascistes. Ils seront cependant emportés, pour une part, dans les affrontements tumultueux avec la police, aux côtés des militants d'extrême-droite.

La convergence des cortèges porte sur le verrou du pont de la Concorde. Boulets de charbon, lames de rasoir au bout d'une gaine pour taillader les chevaux des gardes républicains, sont les armes des manifestants. Ils se jettent sur la police un moment débordée. A 20 h, déjà plusieurs manifestants tombent frappés mortellement par la fusillade. La police et la gendarmerie, reprenant l'offensive, dégagent à 22 h 30 la place de la Concorde et repoussent les manifestants vers les grands boulevards et l'Etoile. Six nouveaux morts sont relevés.

Au total, 17 morts, dont un gendarme, pour cette journée du 6 février. Dans les jours qui suivront, 13 manifestants de gauche, essentiellement des militants communistes, tomberont sous les balles de la police.

Le 7 février à 12 h 15, Daladier, le futur représentant radical dans le Front Populaire, recule devant la pression des Ligues et présente sa démission au Président de la République. Il ouvre ainsi la voie à la mise en place d'un gouvernement dit d'union nationale auquel le radical Herriot participe...

J.M.B.

QUELQUES LIVRES A CONSULTER

- Jacques Danos et Marcel Gibelin : Juin 36, 2 volumes, petite collection Maspéro.
- Daniel Guérin : Front populaire, révolution manquée, Maspéro.
- Georges Lefranc : Histoire du Front populaire, Payot.
- Georges Lefranc : Juin 36, l'explosion sociale du F.P., Collection A Julliard.
- Jean-Pierre Rioux : Révolutionnaires du Front populaire, 10/18.
- Willard, Chambaz, Bruhat, Cogniot : Le Front populaire, Editions sociales.
- Pierre Naville : L'entre-deux guerres, E.D.
- Michelle Perrot et Annie Kriegel : Le socialisme français et le pouvoir, E.D.
- Jean Rabaut : Les « gauchistes » français de 1929 à 1944, Denoël.
- Léon Trotsky : Où va la France ?, Quatrième internationale.
- Léon Trotsky : Le mouvement communiste en France, Editions de Minuit.